



PLASTIQUES DU VAL DE LOIRE
GROUPE PLASTIVALOIRE

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Exercice 2007-2008

Comptes arrêtés au 30 septembre 2008

PLASTIQUES DU VAL DE LOIRE S.A. au capital de 5 531 400€ – Conseil d'Administration

BP 38 – 37130 LANGEAIS – France – Tel : 02.47.96.15.15 – Fax : 02.47.96.62.60

R.C. TOURS 64 B 16 – CCP 2551-38 H NANTES – SIRET 644 800 161 00015 – APE 2229A – N° d'identification intracommunautaire FR 14 644 800 161

SOMMAIRE

Rapport de gestion	2
Groupe Plastivaloire	
Comptes consolidés et annexe	20
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.....	51
Plastiques du Val de Loire	
Comptes sociaux et annexe.....	53
Rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux..	71
Rapport du Président du Conseil d'Administration	73
Attestation du rapport financier annuel 2007/2008	82
Rémunérations des commissaires aux comptes	83

RAPPORT DE GESTION – EXERCICE 2007/2008

► GROUPE PLASTIVALOIRE

1./ Principes et méthodes comptables

Les comptes de la société PLASTIQUES DU VAL DE LOIRE (comptes sociaux et comptes consolidés) ont été établis au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2008, selon les normes comptables internationales, IAS/IFRS, telles qu'approuvées par l'Union Européenne.

Pour de plus amples informations sur la méthodologie appliquée, le lecteur est renvoyé à l'annexe des comptes consolidés et des comptes sociaux figurant ci-après notamment pour ce qui concerne un changement de méthode portant sur la valorisation des stocks, évoqué aux paragraphes 6.1.3.13. (comptes consolidés) et 3.1.10 (comptes sociaux).

2./ Evolution de l'activité du Groupe

Structure du Groupe :

Le périmètre du Groupe a évolué comme suit au cours de l'exercice : souscription à 85 % du capital de la société de Droit Slovaque, Nitra Plastic Factory, installée à Leopoldov, dont l'activité consiste dans l'exploitation d'un magasin logistique avancé.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du groupe progresse sur l'exercice de près de 13 % à 253 millions d'euros, après une augmentation déjà très significative sur l'exercice précédent.

Les centres de production français ont stabilisé leur activité en 2007/2008, l'exercice étant notamment marqué par un rétablissement de la filiale Amiens Injection.

La part du chiffre d'affaires réalisée par les unités implantées hors de l'hexagone représente sur l'exercice 55 % de l'activité globale, en progression.

A l'étranger, les principales satisfactions viennent des filiales polonaises dont l'activité, déjà importante, continue de croître.

En parallèle, les unités espagnole et tunisienne atteignent un niveau de chiffre d'affaires conforme à leurs capacités de production et pèsent d'un poids plus important dans le chiffre d'affaires global.

En Roumanie, l'exercice est plus mitigé, après une année 2007 record. Le site de Timisoara bénéficie d'un bon niveau de chiffre d'affaires et dégage un résultat d'exploitation positif mais est handicapé par un taux de change défavorable.

La filiale hongroise a, quant à elle, rencontré des difficultés d'organisation.

L'analyse du chiffre d'affaires par activité témoigne de la bonne santé du secteur TV-vidé, qui demeure le secteur principal sur lequel œuvre le groupe (39 %).

L'automobile représente 28 % du chiffre d'affaires global.

L'activité « moules » progresse de manière significative et témoigne de perspectives de marchés futurs intéressantes, à nuancer cependant, du fait du contexte économique ambiant. Elle représente sur l'exercice 15,57 M€.

3./ Résultats

La progression de l'activité combinée à la maîtrise globale des dépenses courantes, marquée particulièrement par une stagnation du postes « marchandises et matières consommées », permet de renforcer le résultat opérationnel, qui atteint 21,5 M€. Ce montant est près de 2,6 fois plus élevé qu'au 30 septembre 2007 (8,3 M€).

Il est rappelé pour mémoire que le résultat opérationnel 2007 avait été impacté de 1,6 M€ par les difficultés économiques rencontrées par la filiale Amiens Injection.

La marge opérationnelle atteint 8,5 % du chiffre d'affaires et dépasse les objectifs affichés.

L'essentiel des profits est généré par l'activité développée hors des frontières, puisque le résultat opérationnel « Etranger » croît de 92 %. Le taux de marge généré y progresse également de façon spectaculaire.

Le résultat opérationnel « France » redevient assez largement positif et témoigne du rétablissement des unités oeuvrant sur le territoire, dont certaines avaient rencontré des difficultés l'an passé.

Le résultat après impôt atteint 15,29 M€. Il intègre un coût net de l'endettement financier en légère diminution, alors que les autres produits et charges financières passent de 476 à (725 K€).

Le poids de l'impôt représente sur l'exercice 4,7 M€.

4./ Structure financière

La situation nette consolidée est renforcée par les résultats de l'exercice et par le maintien dans les capitaux permanents d'une fraction significative des profits 2007.

Elle atteint un total de proche de 122 M€.

La structure financière est donc solide et témoigne de la bonne santé du groupe.

La dette financière à long terme progresse, du fait des investissements pratiqués

L'endettement financier net représente 12 % des capitaux propres.

La capacité d'autofinancement atteint 27,6 M€, pour un flux net de trésorerie généré par l'activité de 26 M€ (10,3 M€ au 30 septembre 2007).

Le flux net de trésorerie induit par les opérations d'investissement est négatif (-14,4 M€), comme celui lié aux opérations de financement (- 1,9 M€). La variation de trésorerie constatée est positive de près de 10 M€ sur l'exercice.

5./ Investissements

Sur l'exercice, le Groupe a poursuivi sa politique de renouvellement et de modernisation permanente de son outil de production tout en renforçant ses capacités. Plastivaloire entend en effet maintenir un haut niveau de technicité dans ses ateliers pour répondre aux contraintes de qualité auxquelles elle est soumise.

Les investissements ont essentiellement porté sur l'optimisation du parc de production (presses d'injection, moyens d'assemblage, périphériques divers, logiciels). Ils ont également correspondu à l'agrandissement des sites, particulièrement en Roumanie (570 K€), Tunisie (664 K€), Pologne (2.452 K€), ainsi qu'à Amiens (533 K€)

6./ Informations sociales

(Informations consolidées au niveau mondial)

Effectifs moyens (moyenne annuelle des effectifs constatés à chaque fin de mois)

Personnels	30.09.08	30.09.07
Cadres	151	150
Agents de maîtrise et techniciens	341	416
ETAM	348	194
Ouvriers	2070	1897
Total	2910	2657
Intérim	459	490
Total	3369	3147

Au 30 septembre 2008 le groupe emploie 3 369 personnes (intérim compris). Les ingénieurs et les cadres représentent près de 15 % de l'effectif inscrit. Les effectifs temporaires représentent 13.62 % de l'effectif total.

Embauches (cumul sur 12 mois)

	CDI	CDD
Cadres	73	9
Agents de maîtrise et techniciens	300	157
ETAM	444	673
Ouvriers	1 800	4 110
Total	2 617	4 949

Sur l'exercice 2007-2008, Plastivaloire a procédé à 2 617 recrutements sous forme de contrats à durée indéterminée ; plus de 14.25 % des embauches ont concerné des ingénieurs et des cadres. Au 30 septembre 2008, 4 949 personnes avaient été embauchées sous contrat à durée déterminée.

Départs (cumul sur 12 mois)

Licenciements	340
Dont économiques	302
Autres départs	615

Sur l'exercice, le groupe a procédé à 340 licenciements.

Durée du temps de travail au niveau mondial

	France	Etranger
Cadres	213 Jours / an	40 à 48 h / sem
Agents de maîtrise et techniciens, ETAM	35 h / sem	40 à 48 h / sem
Sauf personnel forfaité	38 h / sem	40 à 48 h / sem
Ouvriers	35 h / sem	40 à 48 h / sem

L'ensemble des sociétés françaises a conclu des accords majoritaires avec les organisations syndicales, concernant l'organisation et l'aménagement du temps de travail.

Répartition du personnel par horaire de travail

Répartition du personnel par horaire de travail (en %)	30.09.08	30.09.07
Horaire journée	20%	20%
Horaire 2 x 8	22%	19%
Horaire 3 x 8	52%	56%
Horaire week-end	1%	1%
Permanent nuit	5%	4%

Le personnel de production travaille en équipe de 2x8, 3x8, de week-end ou de nuit afin d'optimiser la durée de fonctionnement des installations.

Absentéisme

Le taux d'absentéisme (ratio du nombre d'heures d'absence subie sur le nombre d'heures possible de travail) s'élève à 13.00 % dont 7.72 % pour la France. Des plans d'action sont mis en œuvre dans les sociétés afin de réduire le nombre d'heures d'absence.

Egalité professionnelle entre hommes et femmes

Conformément à la loi du 9 mai 2001, Plastivaloire œuvre pour promouvoir, à situation comparable, l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'évolution des carrières, l'accès à la formation, les salaires et le positionnement dans l'entreprise.

Rémunérations (sur le périmètre français)

Moyenne mensuelle des salaires sur 12 mois :

Salaires	30/09/2008	30/09/2007
Cadres	4 751	4 495
Agents de maîtrise et techniciens	2 543	2 587
ETAM	1 830	1 948
Ouvriers	1 707	1 746

Le salaire moyen individuel a augmenté de 1 % en 2008.

Participation

La participation des salariés atteint sur l'exercice la somme de 310 K€.

Relations professionnelles et bilan des accords collectifs

Plastivaloire développe une politique contractuelle active avec les partenaires sociaux : sur l'exercice 36 accords ont été signés avec les organisations syndicales représentatives. Ces accords concernent des domaines tels que les salaires et l'organisation du travail...

Conditions d'hygiène et de sécurité

Des actions préventives et de formation au bénéfice de l'ensemble du personnel sont régulièrement prises en compte dans le plan de formation avec la participation en France des CHSCT. Le plan d'identification et de prévention des risques professionnels a été mis en place sur l'ensemble des établissements du groupe.

Afin de mesurer l'efficacité des mesures prises, Plastivaloire utilise deux ratios : taux de fréquence (nombre d'accidents entraînant un arrêt par million d'heures travaillées) et taux de gravité (nombre de jours perdus par millier d'heures travaillées).

	30.09.08		30.09.2007	
	France	Etranger	France	Etranger
Taux de Fréquence	33,63	35,46	37,61	13,85
Taux de gravité	1,25	0,63	1,11	0,23

Formation

	30.09.08	30.09.07
Nombre de personnes formées	837	948
Nombre d'heures de formation dispensées	7 162	12 437

Dans le cadre de l'intégration des salariés et du développement de la poly-compétence, plus de 21.40 % du personnel a bénéficié d'une formation en 2007-2008. Les actions de formation concernent l'ensemble des catégories professionnelles avec une forte implication des services techniques.

Travailleurs handicapés

20 salariés handicapés travaillent dans les établissements français du groupe. Par ailleurs de nombreux contrats de fourniture de sous-traitance ou de prestation de services sont conclus avec des ateliers protégés ou des centres d'aide par le travail (CAT).

Œuvres sociales

Les sommes consacrées à la gestion des œuvres sociales ont représenté 143 K€ en 2007-2008 soit 0,51 % de la masse salariale.

Rôle de l'entreprise dans la formation et l'emploi des jeunes

Afin de pourvoir à ses besoins de recrutement, Plastivaloire entretient de nombreux partenariats avec les écoles professionnelles dans les régions où sont implantés les sites du groupe. L'apprentissage et les stages permettent en particulier de former et d'intégrer de futurs collaborateurs.

7./ Conséquences environnementales de l'activité du groupe

Le groupe PLASTIVALOIRE se montre soucieux de contribuer à un développement économique et social harmonieux préservant l'environnement.

Cette exigence est l'un des fondements de la culture d'entreprise partagée par l'ensemble des collaborateurs du Groupe.

PLASTIVALOIRE est attentif à l'écologie et privilégie des moyens de production modernes, propres et peu consommateurs d'énergie.

Cette exigence concerne les sites français de production ainsi que les sites étrangers, auxquels le groupe applique les mêmes normes environnementales, même si la législation nationale en vigueur se révèle moins contraignante.

Un suivi par site des consommations de fluides est tenu à jour et une politique de contrôle et de réduction de ces consommations est systématiquement menée.

Par ailleurs, il est procédé au broyage des rebuts et à leur réutilisation quand cela est possible.

L'éthique du Groupe PLASTIVALOIRE se révèle d'autant plus indispensable que l'exigence de ses propres donneurs d'ordres est forte en pareille matière.

La tendance des indicateurs sur les trois derniers exercices est la suivante :

Evolution de la consommation d'eau

		30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
Volume total d'eau consommée	m ³	59 565	62 627	48 323
Volume d'eau consommée / CA	m ³ /M€	235	280	247

Le volume total d'eau consommé par million de chiffre d'affaires ressort en diminution. Cette diminution s'explique par une utilisation réduite des cabines de peinture du à la mise en place d'un nouveau procédé d'injection sans peinture, il ressort néanmoins que les processus de fabrication de Plastivaloire sont très peu consommateurs d'eau.

Evolution et répartition de la consommation en énergie

		30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
Consommation d'électricité	MWh	81 574	94 276	79 204
Consommation d'électricité/CA	MWh/M€	322	421	405
Consommation de gaz	MWh	9 939	6 371	7 556
Consommation de fioul	milliers de m ³	0,41	0,47	0,33

La consommation d'énergie est en diminution, en effet les pièces moins consommatrices de matières plastiques nécessitent moins d'énergie pour être injectées en particulier dans le secteur de la TV.

La part de l'électricité, source d'énergie sans rejets, est prépondérante. L'usage du gaz et du fioul est principalement réservé au chauffage.

Evolution et répartition de la consommation de matières premières

		30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
Matières plastiques	T	30 662	34 656	33 203
<i>T / million de CA</i>		121	155	170
Peintures, diluants	T	272	437	355

La consommation de matière plastique est en diminution si on la rapporte au chiffre d'affaires. En effet de plus en plus de composants sont intégrés dans les produits et sont assimilables à de l'achat-revente. Par ailleurs, la tendance est à la diminution du plastique en particulier dans le secteur de la TV avec la généralisation des écrans plats.

La consommation de peinture est en diminution, en effet la mise en œuvre d'une technique d'injection sans peinture a permis d'éviter de peindre les pièces tout en obtenant un effet très brillant.

Les boues relatives à ces peintures font l'objet d'une très grande attention de la part du groupe et sont retraités auprès de sociétés spécialisées.

Métaux lourds et solvants chlorés

Plastivaloire ne consomme pas de métaux lourds dans ses usines.

Le groupe a remplacé intégralement l'utilisation des solvants chlorés par des produits de substitution.

Déchets

		30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
Quantité totale de déchets générés	Tonnes	4 361	4 456	2 927
<i>Dont déchets recyclés</i>	Tonnes	2 312	1 760	1 436
Quantité déchets générés / CA	T / M€	17	20	15
Déchets dangereux	%	6	7	5
Déchets non dangereux	%	94	93	95

On note une légère diminution de la quantité de déchets générés par rapport au chiffre d'affaires avec toutefois une amélioration qualitative. Le groupe poursuit toutefois sa politique volontariste en matière de recyclage des déchets aussi bien en interne qu'en externe ; il ressort que le groupe retraite près de 53 % des déchets qu'il génère.

Emballages

		30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
Emballages plastique	Tonnes	398	283	470
Emballages carton	Tonnes	2 023	1 650	1 042
Emballage bois	Tonnes	2 353	1 043	448
Autres emballages	Tonnes	-	-	37
Total		4 774	2 976	1 997

Plastivaloire poursuit son effort pour que les emballages soient réutilisés dans le cadre des rotations avec les clients et les encourage à les retourner pour réemploi. L'augmentation importante des emballages cartons s'explique principalement par le développement de l'industrie électrique en particulier en Roumanie. L'augmentation des emballages en bois concerne essentiellement l'utilisation de palettes en bois.

Nuisances olfactives et sonores

Les activités de Plastivaloire ne mettent pas en œuvre des procédés particulièrement bruyants et odorants. Certains dispositifs d'extraction d'air en toiture peuvent générer des nuisances qui demeurent très légères.

Conditions d'utilisation des sols

Plastivaloire prête une attention particulière à la préservation de ses sols. En effet le groupe impose un stockage des produits dangereux en rétention ; le stockage de matières premières et de produits finis ne s'effectue jamais à même le sol mais sur des surfaces imperméables.

L'utilisation des sols s'établit comme suit :

		30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
Bâtiments	%	35	33	31
Voiries	%	35	34	33
Espaces verts	%	30	33	36

Certification ISO 14001

Le groupe Plastivaloire exerce ses activités en conformité avec la norme ISO 14001.

8./ Risques financiers

L'information sur les risques de marché est décrite dans l'annexe aux comptes consolidés.

▶ PLASTIQUES DU VAL DE LOIRE

1./ Principales données chiffrées

Pour PLASTIQUES DU VAL DE LOIRE, (Société mère), les principales données d'exploitation des trois derniers exercices peuvent être résumées de la façon suivante (en K €)

	Chiffre d'affaires	Résultat d'exploitation	Résultat financier	Résultat courant avant impôt	Résultat net
05/06	61.023	- 695	3.875	3.180	3.309
06/07	57.786	- 591	1.188	597	678
07/08	58.586	495	5.693	6.188	5.758

Le volume d'activité progresse légèrement.

L'évolution des charges d'exploitation, marquée notamment par une bonne maîtrise des achats, en partie compensée par une progression des coûts salariaux, permet d'améliorer le résultat d'exploitation, légèrement positif.

Le résultat financier ressort à 5,69 M€. Il est influencé par les dividendes perçus des filiales étrangères, en augmentation significative du fait de leurs bons résultats au 30 septembre 2007.

Le résultat exceptionnel atteint lui 0,19 M€.

Le résultat net s'élève à 5,76 M€, en progression marquée.

L'actif immobilisé ressort à 65,75 M€, les autres immobilisations financières progressant de 26 à 36,18 M€.

Les investissements de l'exercice ont porté sur une enveloppe de l'ordre de 0,8 M€ et ont consisté pour l'essentiel dans l'acquisition de matériels industriels, et de logiciels de production.

L'actif circulant diminue légèrement malgré un niveau d'activité légèrement plus soutenu.

Les disponibilités s'affichent en léger recul, à un niveau demeurant satisfaisant.

Le niveau de capitaux propres passe de 68,47 € à 72,26 M€ du fait de la contribution sur l'exercice d'un résultat en hausse. Il intègre une distribution de dividende globale de 1,815 M€

Le niveau d'endettement augmente, car la société, pour des raisons d'économie de coût, a privilégié une politique passant par la souscription « pour le compte de l'ensemble des entités du Groupe » d'emprunts auprès d'établissements prêteurs français, les fonds étant ensuite mis à disposition des filiales, en fonction de leurs besoins respectifs. Cette pratique permet des économies appréciables en matière de taux.

L'endettement atteint 18 % du montant des fonds propres.

2./ Activité des Filiales

En France, le volume global d'activité traité par les sociétés françaises du Groupe (en ce compris PLASTIQUES DU VAL DE LOIRE), progresse de 2,7 %.

Il atteint au 30 septembre 2008, 113 M€.

Les entreprises hexagonales font en sorte d'orienter leurs efforts sur des fabrications moins soumises au risque de délocalisation et le niveau des prestations réalisées par les bureaux d'études au profit des filiales étrangères vient partiellement compenser cette tendance.

La filiale Amiens Injection, placée en redressement judiciaire au cours de l'exercice précédent a rapidement rétabli un niveau d'activité et de rentabilité encourageants.

A l'étranger, la situation est globalement satisfaisante, le volume d'activité progressant de 23,40 % à périmètre constant et représentant au final 55 % du chiffre d'affaires du groupe.

- en Pologne, le niveau de performance atteint des sommets historiques, en relation avec le savoir-faire acquis en matière de production d'écrans plats
- en Espagne comme en Tunisie, on constate une forte croissance qui s'accompagne d'une nette amélioration du résultat.
- En Hongrie, le chiffre d'affaires diminue légèrement, l'entreprise ayant souffert d'un niveau d'organisation inférieur à celui des autres entités du groupe.
- En Roumanie, le niveau d'activité est satisfaisant et, grâce aux efforts de réorganisation, l'entreprise est bénéficiaire. Elle est cependant pénalisée par le cours de la monnaie locale qui engendre des différences de charge négatives importantes

Le résultat opérationnel réalisé hors des frontières, atteint 19,7 M€, montant record.

3./ Informations diverses sur la société

- Prises de participation au cours de l'exercice 2007/2008

La société n'a procédé à aucune prise de participation au cours de l'exercice approuvé, à l'exception de celle opérée à la constitution de la société de Droit Slovaque NITRA PLASTIC FACTORY, à hauteur de 85 % du capital, pour 4 K€.

Elle a conservé au sein de ses autres filiales la part de capital qu'elle détenait au 30 septembre 2007.

4./ Liste des mandats exercés par les mandataires sociaux dans d'autres sociétés

Plastiques du Val de Loire, organisée sous forme de Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance depuis de nombreuses années, a modifié son mode de gouvernance en mars 2008 et adopté la forme de Société Anonyme à Conseil d'Administration.

Les fonctions de Président et de Directeur Général ne sont pas dissociées.

- Monsieur Patrick FINDELING :

AMIENS INJECTION - Président

SABLE INJECTION - Président

OUEST INJECTION - Président

CIMEST - Président

ERE PLASTIQUE - Président

CREUTZWALD INJECTION - Président

ELBROMPLAST – Président

DUNA INJECTION PLASTIC FACTORY – Président du conseil de surveillance

CARDONAPLAST : Président

TUNISIE PLASTIQUES SYSTEMES : Président

FABELCRIS – Administrateur

BANQUE POPULAIRE DU VAL DE FRANCE – Administrateur

S.C.I. M.G. : Gérant

S.C.I. J.E.V. : Co-gérant

GROUPEMENT FORESTIER DE LA BASSE FORET - Gérant

- Mademoiselle Vanessa FINDELING :
Néant
- Madame Marie-France FINDELING :
FABELCRIS : Administrateur
S.C.I. J.E.V. : Co-gérant
- Monsieur John FINDELING
Néant
- Madame Viviane FINDELING :
Néant
- Monsieur Christian CHOLLET :
FABELCRIS – Président du conseil d’administration
ACI – Gérant
- Monsieur Claude BELINGUIER
Néant

5./ Activité en matière de recherche et développement

La société n’a mis en œuvre, au sens de la loi, aucune activité en matière de recherche et développement.

Ses bureaux d’étude ont cependant développé de nouvelles solutions techniques avec pour objectif de diminuer le prix de revient de certains produits ou de mettre au point des techniques innovantes.

6./ Répartition du capital

La situation de l’actionariat de PLASTIQUES DU VAL DE LOIRE au 8 décembre 2008 se présentait comme suit :

Actionnaires	% du capital			% des droits de vote	
	P.P.	N.P.	Usuf.	A.G.O.	A.G.E.
Patrick Findeling	40,74	0,66		55,13	54,26
Charles Findeling	8,96	-	-	12,00	12,00
Viviane Findeling	1,72	-	-	0,62	0,62
Vanessa Findeling	1,75		0,22	2,35	2,64
John Findeling	1,75		0,22	2,35	2,64
Elliott Findeling	1,75		0,22	2,35	2,64
Marie-France Findeling	1,00			1,34	1,34
Public	33,79		-	23,86	23,86
Autodétention	7,88	-	-	-	-
TOTAL		100%		100%	100%

La société n’a pas été informée du fait qu’une autre société détenait une fraction de son capital supérieure à 10 %.

Un pacte d’actionnaires a été régularisé le 18 février 2002 entre Monsieur Patrick FINDELING et

Monsieur Charles FINDELING, et enregistré auprès de la Recette des Impôts de TOURS EST, le 12 mars 2002.

Il a pour objet de permettre à ses signataires ou à leurs héritiers de bénéficier des dispositions de l'article 787 B du Code Général des Impôts.

Un second pacte d'actionnaires a été régularisé le 13 janvier 2004 entre Monsieur Charles FINDELING, Mademoiselle Vanessa FINDELING, Monsieur John FINDELING, Monsieur Elliott FINDELING et Monsieur Olivier MONRREAL-FINDELING, enregistré auprès de la Recette des Impôts de TOURS OUEST, le 14 janvier 2004 et adressé à l'Autorité des Marchés Financiers, le 16 janvier 2004.

Il a pour objet de permettre à ses signataires de bénéficier des dispositions de l'article 787 B du Code Général des Impôts.

7./ Ajustement des bases de conversion des valeurs mobilières donnant accès au capital et options de souscription et d'achat

La société n'a émis dans le passé aucune valeur mobilière donnant accès à son capital, ni délivré d'option de souscription ou d'achat.

8./ Rémunération des dirigeants, jetons de présence

La société a versé au cours de l'exercice, les rémunérations suivantes à ses mandataires sociaux :

Membres du Conseil d'administration	Rémunération fixe	Rémunération variable	Avantages en nature
Patrick FINDELING (1)	415.406	10.200	6.279
Vanessa FINDELING (2)	56.404	4.000	-
John FINDELING (2)	49.821	2.000	-
Marie-France FINDELING	-	-	-
Viviane FINDELING	-	-	-
Christian CHOLLET	-	-	-
Claude BELINGUIER	-	-	-

(1) en qualité de Président du Directoire puis de Président Directeur Général

(2) en qualité de salariés et au titre de la totalité de l'exercice, étant rappelé que leur désignation en qualité d'administrateurs date du 28 mars 2008

La société n'a versé aucun jeton de présence, aux membres du Conseil d'Administration.

9./ Evolutions récentes et perspectives - Évènements postérieurs à la date de clôture de l'exercice

Au titre de l'exercice 2008/2009, les objectifs que s'est assigné le Groupe Plastivaloire sont les suivants :

- La poursuite du développement à l'étranger, afin de bénéficier de coûts de production compétitifs et de maintenir auprès des clients un haut degré de satisfaction du fait d'une proximité avec leurs nouvelles implantations.
- Le maintien de l'effort d'innovation, afin que Plastivaloire renforce son rôle de force de proposition, cette stratégie passant particulièrement par le développement de l'utilisation de nouvelles matières premières.

Le Groupe dispose des atouts propres à sa réussite future, du fait d'un outil industriel moderne et compétitif et de la flexibilité de ses divers sites de production.

Le panel de clientèle recourant à ses services est diversifié et sa fidélité est avérée.

Le Groupe dispose par ailleurs d'une santé financière incontestable.

La dégradation générale de la situation économique, certes bien réelle, n'est pas dès lors de nature à obérer de manière durable et significative la situation de l'entreprise.

Certes l'absence de visibilité constatée chez les grands donneurs d'ordre, laisse augurer pour les mois à venir un peu plus d'incertitude.

Dès lors, la priorité à court terme sera de s'adapter à l'évolution de la demande par une optimisation du taux d'utilisation des usines et la mise en œuvre des outils de flexibilité auxquels le Groupe est en mesure de recourir.

Dans ce contexte, Plastivaloire apparaît particulièrement bien placé pour saisir les opportunités qui ne manqueront pas de se faire jour, du fait des difficultés qui toucheront les plus fragiles et pousseront les grands donneurs d'ordre à recourir aux services des acteurs les plus réputés du marché.

Plastivaloire s'attachera à saisir les opportunités nées de la conjoncture, en mettant en œuvre en fonction des opportunités, des opérations de croissance externe, pour lesquelles des contacts existent à ce jour.

Au titre des évènements postérieurs à la clôture, il convient d'évoquer le projet en cours, de fermeture du site de production de Dreux, cet évènement donnant lieu à une mention spécifique de l'annexe comptes consolidés.

10./ Affectation du résultat

Conformément à la loi et aux dispositions de nos statuts, nous vous proposons d'affecter les résultats de l'exercice 2007/2008 de la manière suivante :

Origine

- Résultat de l'exercice	5.758.465,75 €
- Report à nouveau.....	120.981,00 €
- Autres réserves	40.861.552,16 €
	46.740.998,91 €

Affectation

- virement d'une somme de	381,12 €
à la réserve réglementée	
- distribution d'un dividende de.....	2.765.700,00 €
soit 1 net pour chacune des 2.765.700 actions	
dont la mise en paiement sera fixée ultérieurement	
- virement du surplus à la réserve ordinaire	43.974.917,79 €

Le dividende ainsi distribué est éligible pour les personnes physiques à la réduction de 40 % mentionnée à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts.

Il peut, sur option de ces mêmes actionnaires personnes physiques, bénéficier du prélèvement libératoire institué par la loi de Finances 2008.

Pour les trois exercices précédents, les dividendes mis en distribution avec l'avoir fiscal correspondant ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions	Dividende global (en €)	Dividende distribué (par action) en €	Abattement Art. 158-3 2° DU C.G.I.	Revenu réel (par action) en €
2004/2005	2.765.700	1.521.135	0,55	oui	0,55
2005/2006	2.765.700	1.659.420	0,60	oui	0,60
2006/2007	2.765.700	1.935.990	0,70	oui	0,70

Il est rappelé que la participation globale versée aux salariés, s'est élevée au niveau du Groupe à 310 K€.

11./ Synthèse des autorisations en cours en matière d'augmentation de capital

Nature de l'autorisation	Date de l'AGE	Expiration de l'autorisation	Montant autorisé	Augmentation réalisée les années précédentes	Augmentation réalisée au cours de l'exercice	Montant résiduel au jour de l'établissement des présentes
Augmentation de capital réservée aux actionnaires et/ou par incorporation de réserves	28.3.2008	27.05.2010	10 M€	-	-	10 M€
Augmentation de capital avec suppression du DPS	28.3.2008	27.05.2010	10 M€	-	-	10 M€
Augmentation de capital en vue de rémunérer les apports en nature	28.3.2008	27.05.2010	10 % du capital	-	-	10 % du capital
Augmentation de capital avec suppression du DPS en faveur d'adhérents à un PEE	28.3.2008	27.05.2010	200.000 €	-	-	200.000 €

Il est précisé qu'aucun dispositif de participation des salariés au capital de la société n'a été mis en place à ce jour.

12./ Opérations réalisées dans le cadre du programme de rachat d'actions(Art. 1 225-9 alinéa 2 du Code de Commerce) entre le 1^{er} octobre 2007 et le 30 septembre 2008.

Pourcentage de capital auto-détenu de manière directe et indirecte	8,24 %
Nombre d'actions annulées au cours des 24 derniers mois	néant
Nombre de titres détenus en portefeuille ; - Titres comptabilisés en valeurs mobilières de placement - Titres comptabilisés en titres immobilisés	0 227.925
Valeur comptable du portefeuille	4.749.773 euros
Valeur de marché du portefeuille (calculé sur la base de 22,1 €, cours au 30 septembre 2008)	5.037.142 euros

Opérations réalisées au titre de la période du 1 ^{er} octobre 2007 au 30 septembre 2008							
		Animation du titre	Actionnariat salarié	Opérations de croissance externe	Couverture de valeurs mobilières	Annulation	Total
Achats	Nombre d'actions	245.262	-	-	-	-	245.262
	Prix	20,82	-	-	-	-	20,82
	Montant	5.106.831	-	-	-	-	5.106.831
	Volume des actions utilisées	100 %	-	-	-	-	100 %
Ventes / transferts	Nb d'actions	44.999	-	-	-		44.999
	Prix	21,24	-	-	-		21,24
	Montant	956.124	-	-	-		956.124

La société n'a pas utilisé de produits dérivés dans le cadre de ce programme de rachat d'actions.

Les actions détenues par la société n'ont fait l'objet d'aucune réallocation à d'autres finalités depuis la dernière autorisation consentie par l'assemblée générale.

13./ Mandat du Président du Conseil d'Administration et des administrateurs

Aucun mandat des membres du conseil d'administration n'arrive à échéance.

Le mandat de Monsieur Alain COULON, co-commissaire aux comptes titulaire arrive à échéance à l'occasion de la prochaine assemblée générale ordinaire annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2008.

Le mandat de la société REYNIER ET ASSOCIES co-commissaire aux comptes suppléant arrive à échéance à l'occasion de la prochaine assemblée générale ordinaire annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2008.

Il vous est proposé de nommer en leur remplacement :

- En qualité de commissaire aux comptes titulaire, la société AC AUDIT CONSEIL, dont le siège social est à TOURS (37000) 48 rue du Sergent Bobillot, qui sera représentée par Monsieur François BIDARD.
- En qualité de commissaire aux comptes suppléant, Monsieur Alain COULON domicilié à TOURS (37000) 48 rue du Sergent Bobillot.

13/ Tableau des résultats financiers des cinq derniers exercices (en euros)

NATURE DES INDICATIONS	EXERCICE 2003/2004	EXERCICE 2004/2005	EXERCICE 2005/2006	EXERCICE 2006/2007	EXERCICE 2007/2008
I - Capital en fin d'exercice					
Capital social	5.531.400	5.531.400	5.531.400	5.531.400	5.531.400
Nombre des actions ordinaires existantes.....	2.765.700	2.765.700	2.765.700	2.765.700	2.765.700
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes.....	-	-	-	-	-
Nombre maximal d'actions futures à créer.....	-	-	-	-	-
. Par conversion d'obligations	-	-	-	-	-
. Par exercice de droits de souscription.....	-	-	-	-	-
II. Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes.....	57.634.396	56.359.467	61.023.741	57.786.276	58.585.950
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions.....	1.964.277	3.070.682	4.569.818	3.938.371	8.398.842
Impôts sur les bénéfices.....	184.344	- 226.803	173.409	218.422	621.072
Participation des salariés due au titre de l'exercice.....	-	-	-	-	-
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions.....	3.746.755	2.072.920	3.309.231	677.978	5.758.466
Résultat distribué.....	1.659.420	1.521.135	1.659.420	1.935.990	2.765.700
III. Résultats par action					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions.....	0,64	1,19	1,59	1,35	2,,81
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions.....	1,35	0,75	1,20	0,25	2,08
Dividende attribué à chaque action (a)	0,6	0,55 (1)	0,60	0,70	1
IV. Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	532	561	527	523	505
Montant de la masse salariale de l'exercice	13.222.392	14.757.695	14.384.009	15.031.597	15.527.512
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, oeuvres sociales, etc.)	5.012.475	5.484.246	5.384.411	5.703.378	6.108.666

COMPTES CONSOLIDES ET ANNEXE

1. Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros	Note	30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
Produits des activités ordinaires	4	253 444	224 092	195 873
- Ventes de produits		250 612	222 649	194 538
- Ventes de services		2 832	1 443	1 335
Autres produits opérationnels	5A	3 146	5 492	6 794
Marchandises et matières consommées	5B	127 248	127 802	112 442
Frais de personnel	5C	59 113	53 853	47 208
Dotations aux amortissements et provisions	5D	14 004	9 986	9 704
Autres charges opérationnelles	5E	34 755	29 590	27 308
RESULTAT OPERATIONNEL		21 470	8 353	6 005
Coût de l'endettement financier net	6	- 774	- 895	- 660
Autres produits et charges financières	6	- 725	476	133
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence		26	273	179
Charges d'impôt sur le résultat	7	- 4 703	- 1 787	469
Résultat après impôts		15 294	6 420	6 126
Résultat des minoritaires		3 137	1 410	895
Résultat du Groupe		12 157	5 010	5 231
Nombre d'actions (en milliers)		2 538	2 739	2 739
Résultat net par action	8	4,79	1,83	1,91

2 Bilans consolidés

En milliers d'euros	Note	30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
I - ACTIFS NON COURANTS		104 025	99 284	97 613
Immobilisations incorporelles	9	563	536	549
Immobilisations corporelles	10	101 706	96 509	94 543
Participation sociétés Mises en équivalence	11	1 644	1 618	1 344
Autres actifs financiers	11	102	95	85
Impôt différé actif		10	526	1 092
II - ACTIFS COURANTS		128 356	117 361	113 798
Stocks	12	23 875	23 986	22 379
Créances clients	13	60 529	57 064	47 998
Autres créances	14	18 987	19 045	19 960
Liquidités et quasi-liquidités	19	24 965	17 265	23 461
A - TOTAL ACTIF		232 381	216 645	211 411
I - CAPITAUX PROPRES	15	121 838	110 092	103 921
Capital		5 531	5 531	5 531
Primes		17 843	17 843	17 843
Réserves consolidées		77 777	76 018	70 830
Résultat net consolidé - part du groupe		12 157	5 010	5 231
Intérêts minoritaires		8 530	5 690	4 486
III - DETTES NON COURANTES		34 767	29 725	28 478
Dettes financières à long terme	20	26 100	20 877	19 702
Impôts différés		5 690	6 598	6 191
Dettes au titre des pensions et retraites	16	2 977	2 250	2 585
IV - DETTES COURANTES		75 776	76 828	79 012
Dettes fournisseurs et autres dettes		36 894	40 049	38 673
Autres dettes courantes	17	23 556	21 320	21 237
Dettes financières à court terme	20	13 512	14 397	18 979
Provisions	16	954	895	59
Dettes impôt sur les sociétés		860	166	63
B - TOTAL CAPITAUX PROPRES ET DETTES		232 381	216 645	211 411

3. Variation des capitaux propres consolidés

Rubriques	Note	Nombre d'actions émises	Capital	Primes	Réserves de conversion	Réserves consolidées accumulées	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts Minoritaires	Total
Situation au 30.09.2006		2 765	5 531	17 843	2 280	73 781	99 435	4 486	103 921
Variation de capital							0	0	0
Actions propres						91	91		91
Distribution de dividendes						(1 645)	(1 645)	(430)	(2 075)
Opérations comptabilisées directement en capitaux propres						105	105	19	124
Ecart de conversion					1 455		1 455	213	1 668
Résultat de l'exercice						5 010	5 010	1 411	6 420
Variation du périmètre						0	0	0	0
Autres						(50)	(50)	(8)	(58)
Situation au 30.09.2007		2 765	5 531	17 843	3 735	77 293	104 402	5 690	110 092
Variation de capital							0	0	0
Actions propres						(4 151)	(4 151)		(4 151)
Distribution de dividendes						(1 815)	(1 815)	(865)	(2 680)
Opérations comptabilisées directement en capitaux propres						404	404	61	465
Ecart de conversion					2 506		2 506	501	3 007
Résultat de l'exercice						12 157	12 157	3 137	15 294
Variation du périmètre						4	4	1	5
Autres						(198)	(198)	4	(194)
Situation au 30.09.2008		2 765	5 531	17 843	6 241	83 694	113 309	8 529	121 838

Les opérations comptabilisées directement en capitaux propres concernent les pertes et gains de change latents comptabilisés en résultat dans les comptes individuels de la société FPG.

4. Tableaux de flux de trésorerie consolidés

Flux (en milliers d'euros)	30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
OPERATIONS D'EXPLOITATION			
RESULTAT NET	12157	5010	5231
Part des minoritaires dans le résultat sociétés intégrées	3137	1411	895
Quote part dans les résultats des sociétés mise en équivalence	-26	-273	-179
Dotations aux Amortissements et provisions	13758	10542	9356
Reprises des Amortissements et provisions	-765	-825	-1087
Plus et moins values de cession	559	290	876
Impôts différés	-1240	949	-844
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	27580	17102	14 248
Ecart de conversion sur la CAF			
<i>Variation des frais financiers</i>	16	50	-30
<i>Variation nette exploitation</i>	-6760	-6843	6 556
Variation de stock	551	-1257	-6145
Variation des Créances d'exploit°	-2898	-6535	5061
Variation des Dettes d'exploit°	-4413	948	7640
<i>Variation nette hors exploitation</i>	5238	33	-12 498
Variation des créances hors exploitation	1535	-720	-11837
Variation des dettes hors exploitation	3016	614	-206
Charges et produits constatés d'avance	48	10	-341
Pertes et gains de changes	639	129	-114
Flux net de trésorerie généré par l'activité	26 074	10343	8 276
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Décaisst / acquisition immos incorporelles	-137	-89	-187
Décaisst / acquisition immos corporelles	-16110	-11483	-13744
Encaisst / cession d'immos corp et incorp	1856	1111	1410
Décaisst / acquisition immos financières	-52	-12	-50
Encaisst / cession immos financières	28	171	2
Tréso.nette /acquisitions & cessions de filiales	-4	0	-1106
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-14 419	-10303	-13 675
OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentation de capital ou apports	5	0	45
Dividendes versés aux actionnaires de la mère	-1815	-1645	-1521
Dividendes versés aux minoritaires	-865	-430	-497
Décaisst / acquisition titres d'autocontrôle	-4152		-542
Encaissements provenant d'emprunts	9907	7210	4730
Remboursement d'emprunts	-4957	-6210	-4283
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-1 877	-1075	-2 068
Incidences des variations de taux de change	207	152	6
VARIATION DE TRESORERIE	9 985	-884	-7 461
TRESORERIE A L'OUVERTURE	10568	11452	18 913
TRESORERIE A LA CLOTURE	20553	10568	11 452

5. Informations sectorielles

5.1. Informations par zone géographique

5.1.1. Comptes de résultats consolidés par zone géographique

en K€	France	Etranger	Interzone	Total
30/09/2008				
Chiffre d'affaires	113 027	140 416		253 443
Chiffre d'affaires interzone	8 934	320	- 9 254	-
Chiffre d'affaires de la zone	121 961	140 736	- 9 254	253 443
				-
RESULTAT OPERATIONNEL	1 791	19 679	-	21 470
Résultat financier	406	- 1 905	-	- 1 499
Charges d'impôt sur le résultat	- 857	- 3 846		- 4 703
Mise en équivalence	-	26	-	26
Résultat après impôts	1 340	13 954	-	15 294
30/09/2007				
Chiffre d'affaires	110 306	113 785		224 091
Chiffre d'affaires interzone	7 604	927	- 8 531	-
Chiffre d'affaires de la zone	117 910	114 712	- 8 531	224 091
				-
RESULTAT OPERATIONNEL	- 1 885	10 240	- 2	8 352
Résultat financier	287	- 708	2	- 419
Charges d'impôt sur le résultat	511	- 2 298		- 1 787
Mise en équivalence	-	273	-	273
Résultat après impôts	- 1 087	7 507	-	6 420

(1) Les transactions interzones sont effectuées à des conditions proches de celles du marché.

Le découpage par zone présenté ci-dessus se réfère à des notions géographiques.
Le chiffre d'affaires consolidé est présenté par zone d'implantation de la société.

5.1.2. Bilans consolidés par zone géographique au 30 septembre 2008

En milliers d'euros	Etranger	France	Inter zone	30.09.2008
I - ACTIFS NON COURANTS	60 021	65 595	-21 591	104 025
Immobilisations incorporelles	376	187		563
Immobilisations corporelles	57 904	43 802		101 706
Participation sociétés Mises en équivalence	1 644			1 644
Autres actifs financiers	87	21 606	-21 591	102
Impôt différé actif	10			10
II - ACTIFS COURANTS	66 630	71 084	-9 358	128 356
Stocks	13 562	10 313		23 875
Créances clients	35 461	34 426	-9 358	60 529
Autres créances	3 450	15 537	0	18 987
Liquidités et quasi-liquidités	14 157	10 808		24 965
A - TOTAL ACTIF	126 651	136 679	-30 949	232 381
I - CAPITAUX PROPRES	45 854	75 984	0	121 838
Capital		5 531		5 531
Primes		17 843		17 843
Réserves consolidées	26 621	51 156		77 777
Résultat net consolidé - part du groupe	10 811	1 346		12 157
Intérêts minoritaires	8 422	108		8 530
III - DETTES NON COURANTES	11 151	23 616	0	34 767
Dettes financières à long terme	10 071	16 029		26 100
Impôts différés	1 080	4 610		5 690
Dettes au titre des pensions et retraites		2 977		2 977
IV - DETTES COURANTES	69 646	37 079	-30 949	75 776
Dettes fournisseurs et autres dettes	28 272	17 980	-9 358	36 894
Autres dettes courantes	14 439	9 117		23 556
Dettes financières à court terme	26 330	8 773	-21 591	13 512
Provisions	395	559		954
Dettes impôt sur les sociétés	210	650		860
B - TOTAL CAPITAUX PROPRES ET DETTES	126 651	136 679	-30 949	232 381

Les immobilisations, les investissements corporels et incorporels et les autres actifs d'exploitation sont présentés par zone d'implantation des filiales et co-entreprises.

(2) Les transactions interzones sont effectuées à des conditions proches de celles du marché.

5.1.3. Bilans consolidés par zone géographique au 30 septembre 2007

En milliers d'euros	Etranger	France	Inter zone	30.09.2007
I - ACTIFS NON COURANTS	52 155	64 822	-17 693	99 284
Immobilisations incorporelles	367	169		536
Immobilisations corporelles	49 563	46 946		96 509
Participation sociétés Mises en équivalence	1 618			1 618
Autres actifs financiers	81	17 707	-17 693	95
Impôt différé actif	526			526
II - ACTIFS COURANTS	52 692	70 529	-5 861	117 360
Stocks	13 439	10 547		23 986
Créances clients	33 836	29 089	-5 861	57 064
Autres créances	1 820	17 225	0	19 045
Liquidités et quasi-liquidités	3 597	13 668		17 265
A - TOTAL ACTIF	104 847	135 352	-23 554	216 645
I - CAPITAUX PROPRES	34 148	75 944	0	110 092
Capital		5 531		5 531
Primes		17 843		17 843
Réserves consolidées	22 491	53 527		76 018
Résultat net consolidé - part du groupe	6 081	-1 071		5 010
Intérêts minoritaires	5 576	114		5 690
III - DETTES NON COURANTES	11 153	18 572	0	29 725
Dettes financières à long terme	10 382	10 495		20 877
Impôts différés	771	5 827		6 598
Dettes au titre des pensions et retraites		2 250		2 250
IV - DETTES COURANTES	58 985	41 396	-23 554	76 828
Dettes fournisseurs et autres dettes	24 866	20 911	-5 728	40 049
Autres dettes courantes	12 578	8 876	-133	21 321
Dettes financières à court terme	21 376	10 714	-17 693	14 397
Provisions		895		895
Dettes impôt sur les sociétés	166			166
B - TOTAL CAPITAUX PROPRES ET DETTES	104 287	135 912	-23 554	216 645

(1) Les transactions interzones sont effectuées à des conditions proches de celles du marché.

5.1.4. Tableaux de flux de trésorerie consolidés par zone au 30 septembre 2008

Variation des flux de trésorerie (en K€)	France	ETRANGER	TOTAL
OPERATIONS D'EXPLOITATION			
RESULTAT NET	1 345	10 811	12 156
Part des minoritaires dans le résultat des stés intégrées	-5	3 143	3 137
Quote part dans resultat sociétés en équivalence	0	-26	-26
Dotations aux Amortissements et provisions	6 919	6 839	13 759
Reprises des Amortissements et provisions	-676	-88	-765
Plus et moins values de cession	443	115	559
Impôts différés	-1 117	-123	-1 240
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	6 909	20 671	27 580
Variation des frais financiers	-10	26	16
Variation nette exploitation	-3 302	-3 458	-6 760
Var° de stock	234	316	551
Var° des Créances d'exploit°	-1 077	-1 821	-2 898
Var° des Dettes d'exploit°	-2 459	-1 954	-4 413
Variation nette hors exploitation	-6 545	11 782	5 238
Var°des Créances hors exploitation	1 748	-213	1 535
Var°des Dettes hors exploitation	656	2 360	3 016
Comptes de liaison	-8 982	8 982	0
Charges et produits constatés d'avance	34	14	48
Pertes & gains de change	0	640	640
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-9 857	8 351	-1 506
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-2 948	29 022	26 074
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Décaisst / acquisition immos incorporelles	-88	-49	-137
Décaisst / acquisition immos corporelles	-3 086	-13 024	-16 110
Encaisst / cession d'immos corp et incorp	1 707	149	1 856
Décaisst / acquisition immos financières	117	-170	-52
Encaisst / cession immos financières	-118	145	28
Tréso.nette /acquisitions & cessions de filiales	-4	0	-4
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 471	-12 949	-14 420
OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentation de capital ou apports	0	5	5
Dividendes versés aux actionnaires de la mère	-1 815	0	-1 815
Dividendes versés aux minoritaires	4 810	-5 674	-865
Variation des autres fonds propres	-4 152	0	-4 152
Encaissements provenant d'emprunts	8 508	1 399	9 907
Remboursement d'emprunts	-3 273	-1 684	-4 957
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	4 078	-5 954	-1 876
Incidences des variations de taux de change	68	143	211
Reclassement de trésorerie	-4		-4
VARIATION DE TRESORERIE	-278	10 263	9 985
TRESORERIE A L'OUVERTURE	7 711	2 856	10 568
TRESORERIE A LA CLOTURE	7 433	13 120	20 553

5.1.5. Tableaux de flux de trésorerie consolidés par zone au 30 septembre 2007

Flux (en milliers d'euros)	Etranger	France	30.09.2007
OPERATIONS D'EXPLOITATION			
RESULTAT NET	6 081	-1 071	5 010
Part des minoritaires dans le résultat sociétés intégrées	1 426	-15	1 411
Quote part dans les résultats des sociétés mise en équivalence	-273		-273
Dotations aux Amortissements et provisions	4 013	6 529	10 542
Reprises des Amortissements et provisions	-144	-681	-825
Plus et moins values de cession	279	11	290
Impôts différés	1 079	-130	949
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	12 459	4 643	17 102
Ecart de conversion sur la CAF			
Variation des frais financiers	9	42	51
Variation nette exploitation	-10 520	3 676	-6 844
Variation de stock	-2 239	982	-1 257
Variation des Créances d'exploit°	-9 414	2 879	-6 535
Variation des Dettes d'exploit°	1 133	-185	948
Variation nette hors exploitation	10 108	-10 075	33
Variation des créances hors exploitation	264	-985	-721
Variation des dettes hors exploitation	651	-36	615
Comptes de liaison	9 254	-9 254	0
Charges et produits constatés d'avance	-190	200	10
Pertes et gains de changes	129	0	129
Flux net de trésorerie généré par l'activité	12 056	-1 714	10 342
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Décaisst / acquisition immos incorporelles	-33	-56	-89
Décaisst / acquisition immos corporelles	-8 814	-2 669	-11 483
Encaisst / cession d'immos corp et incorp	166	946	1 112
Décaisst / acquisition immos financières	39	-51	-12
Encaisst / cession immos financières	-56	227	171
Tréso.nette /acquisitions & cessions de filiales	0	0	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-8 700	-1 603	-10 303
OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentation de capital ou apports		0	0
Dividendes versés aux actionnaires de la mère		-1 645	-1 645
Dividendes versés aux minoritaires	-430	0	-430
Variation des autres fonds propres			0
Encaissements provenant d'emprunts	1 194	6 016	7 210
Remboursement d'emprunts	-2 295	-3 916	-6 211
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-1 530	455	-1 075
Incidences des variations de taux de change	152	0	152
Reclassement de trésorerie	-2 391	2 390	0
VARIATION DE TRESORERIE	-412	-472	-884
TRESORERIE A L'OUVERTURE	3 268	8 184	11 452
TRESORERIE A LA CLOTURE	2 856	7 712	10 568

5.2. Informations par branche d'activité

En milliers d'euros	Pièces Plastiques	Outillages	Total
30/09/2008			
Chiffre d'affaires	237 871	15 573	253 444
Investissements corporels et incorporels	16 054	29	16 083
Immobilisations corporelles et incorporelles	187 660	1 951	189 611
30/09/2007			
Chiffre d'affaires	214 156	9 936	224 092
Investissements corporels et incorporels	11 514	62	11 576
Immobilisations corporelles et incorporelles	176 070	1 922	177 992
30/09/2006			
Chiffre d'affaires	185 068	10 805	195 873
Investissements corporels et incorporels	22 701	114	22 815
Immobilisations corporelles et incorporelles	165 120	1 860	166 980

Les immobilisations incorporelles ne comprennent pas les goodwill et les fonds de commerce

6. Annexe aux comptes consolidés

6.1. Faits marquants, événements postérieurs, règles et méthodes comptables

6.1.1. Faits marquants de l'exercice

6.1.1.1. Evolution du périmètre de consolidation

Le 21 mai 2008, le groupe a créé en Slovaquie à Leopoldov, la société Nitra Plastic Factory. L'activité de la société qui consiste en un entrepôt logistique avancé a débuté au mois de juin 2008.

6.1.1.2. Amiens injection

Le 16 novembre 2007 le tribunal de commerce d'Amiens a décidé la continuation de l'entreprise et l'apurement du passif sur 6 ans.

6.1.2. Événements postérieurs à la clôture

Le 5 janvier 2009, dans le cadre d'une réunion du Comité Centrale d'Entreprise, il a été annoncé la fermeture de l'établissement de Dreux appartenant à la filiale OUEST INJECTION en raison du désengagement de son principal donneur d'ordres.

Les coûts liés à cette fermeture étant en cours d'évaluation en raison des différentes hypothèses envisagées et des négociations en cours, aucun ajustement suffisamment fiable notamment au titre de compléments de passifs n'a pu être calculé et faire l'objet d'une communication.

6.1.3. Règles et méthodes comptables

En application du règlement n° 1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le parlement européen et le conseil européen. Les sociétés cotées sur un marché réglementé de l'un des États membres, doivent présenter pour le premier exercice clos à compter du 1er janvier 2005, leurs comptes consolidés suivant le référentiel comptable international émis par l'IASB (normes IFRS ou International Financial Reporting Standards) tel qu'approuvé par l'Union Européenne.

Par conséquent, les comptes consolidés du groupe Plastivaloire au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2008 sont établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS applicables au 30 septembre 2008 telles qu'approuvées par l'Union Européenne.

Les comptes présentés au 30 septembre 2008 et leur comparatifs 2007 sont établis en application des dispositions du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers du 27 juin 2005, les règles comptables et les principes d'évaluation doivent être ceux prescrits par les normes IFRS.

Les normes IAS 32 « Instruments financiers – Informations à fournir et présentation » et IAS 39 « Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation » ont été appliquées à partir du 1^{er} octobre 2004.

Aucune norme ni interprétation IAS/IFRS adoptées par l'Union Européenne et d'application postérieurement au 30 septembre 2008 n'ont été appliquées de manière anticipée par le Groupe.

6.1.3.1. Estimations et jugements

Pour établir ses comptes, Plastivaloire doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Plastivaloire revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes de celles qui avaient été prévues, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles. La valeur recouvrable des actifs et les provisions, sont les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et jugements.

6.1.3.2. Principes de consolidation

Les comptes consolidés intègrent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, par le Groupe (filiales). Ce contrôle est présumé exister lorsque le Groupe détient plus de 50% des droits de vote ou lorsque le Groupe détenant la moitié ou moins des droits de vote d'une entité, dispose

- du pouvoir sur plus de la moitié des droits de vote en vertu d'un accord avec d'autres investisseurs ;
- du pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle de l'entité en vertu d'un texte réglementaire ou d'un contrat ;
- soit du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent, si le contrôle de l'entité est exercé par ce conseil ou cet organe, soit du pouvoir de réunir la majorité des droits de vote dans les réunions du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent, si le contrôle de l'entité est exercé par ce conseil ou cet organe.

Les comptes des sociétés contrôlées conjointement (co-entreprises) sont consolidés par intégration proportionnelle.

Les comptes des sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable (entreprises associées) sont mis en équivalence. Les sociétés dans lesquelles le Groupe détient plus de 20% des droits de vote et moins si l'influence notable est démontrée sont consolidées selon la méthode de mise en équivalence. L'existence de l'influence notable peut être mise en évidence par la représentation au Conseil d'administration ou à l'organe de direction équivalent de l'entreprise détenue ; la participation au processus d'élaboration des politiques, et notamment participation aux décisions relatives aux dividendes et autres distributions ; des transactions significatives entre l'investisseur et l'entreprise détenue.

Les titres des sociétés qui, bien que répondant aux critères évoqués ci-dessus, ne sont pas consolidées, sont inscrits en autres actifs non courants.

6.1.3.3. Présentation des états financiers

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités du Groupe, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles, comme les coûts de :

- les coûts de restructuration et les coûts relatifs aux mesures d'adaptation des effectifs,
- le résultat de cession d'activités ou de participations opérationnelles,
- le résultat de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles,
- les éléments inhabituels correspondant à des produits et charges non usuels par leur fréquence, leur nature ou leur montant.

Information sectorielle de premier niveau

Le premier niveau de l'information sectorielle se décline par zones géographiques.

Information sectorielle de second niveau

L'information sectorielle de second niveau se décline selon les branches suivantes :

- la branche Plasturgie, qui comprend les filiales de production,
- la branche Outillage, qui consiste en la réalisation de moules et d'outillages spécifiques.

Chacune de ces deux branches forme un tout cohérent exposé à des risques et une rentabilité qui lui sont propres.

A l'exception des dividendes reçus et de la charge d'impôt, les produits et charges résultant de l'activité Outillage sont comptabilisés en produits et charges d'exploitation.

Les actifs et les dettes sont propres à chaque activité.

Actifs/passifs courants et non courants

Les éléments directement liés au cycle d'exploitation, sont considérés comme courants ainsi que les actifs et passifs dont l'échéance est inférieure à un an.

6.1.3.4. Conversion des comptes des sociétés étrangères

La monnaie de présentation du Groupe est l'Euro.

La monnaie fonctionnelle des sociétés étrangères est généralement leur monnaie locale. Dans les cas où la majorité des transactions est effectuée dans une monnaie différente de la monnaie locale, c'est cette monnaie qui est retenue.

Les comptes de sociétés étrangères du Groupe sont établis dans leur monnaie fonctionnelle, leurs comptes étant ensuite convertis dans la monnaie de présentation du Groupe de la manière suivante :

- les postes du bilan, à l'exception des capitaux propres, qui sont maintenus au taux historique, sont convertis au taux de clôture ;
- les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de la période ;
- l'écart de conversion est inclus dans les capitaux propres consolidés et n'affecte pas le résultat.

Seuls les écarts de conversion ultérieurs, comptabilisés de manière prospective dès le 1^{er} octobre 2004, seront repris en résultat au moment de la cession ou de la liquidation de l'entreprise étrangère concernée.

6.1.3.5. Conversion des transactions en monnaie étrangère

Les opérations libellées dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité qui les réalise sont initialement converties et comptabilisées dans la monnaie fonctionnelle au cours en vigueur à la date de ces transactions.

A la date de clôture, les actifs et passifs monétaires exprimés dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité (hors dérivés) sont convertis au cours de change à cette même date. Les différences de change qui résultent de ces opérations sont comptabilisées dans le compte de résultat, à l'exception des différences de conversions relatives aux dettes, créances, instruments financiers désignés comme couverture et relatives à un investissement net dans une société étrangère.

Les impacts constatés en résultat sont comptabilisés :

- en résultat financier pour les différences de conversion relatives aux opérations financières.
- en marge opérationnelle pour les autres différences de conversion.

6.1.3.6. Chiffre d'affaires et marge

Le chiffre d'affaires est égal à l'ensemble des produits résultant de la vente des produits du Groupe, des prestations de services associées à ces ventes.

Ventes de biens et services et constatation de la marge

Ventes et constatation de la marge

Les ventes de pièces plastiques sont comptabilisées au moment de leur livraison au client final pour les ventes directes. La marge est constatée immédiatement.

Prestations de services associées à la vente de pièces plastiques

Produits des outillages et constatation de la marge

Produits des outillages

Les produits des outillages sont comptabilisés selon le principe de la marge à l'avancement.

Coûts des outillages

Les coûts des outillages sont considérés comme des charges d'exploitation comprises dans la marge opérationnelle.

6.1.3.7. Résultat financier

Le résultat financier comprend les produits et charges d'intérêts de l'ensemble du Groupe.

Les produits et charges d'intérêts sont reconnus selon la méthode du taux d'intérêt effectif qui consiste en un étalement actuariel des intérêts et des coûts de transaction sur la durée du prêt ou de l'emprunt.

6.1.3.8. Impôt sur les résultats

Le Groupe comptabilise des impôts différés pour l'ensemble des différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé. Selon la méthode du report variable, les impôts différés sont calculés en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à la période de renversement de ces différences. Au sein d'une même entité fiscale (société juridique, établissement ou groupe d'entités redevable de l'impôt auprès de l'administration fiscale), les impôts différés actifs et passifs sont présentés de manière compensée, dès lors que celle-ci a le droit de compenser ses actifs et passifs d'impôts exigibles.

Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que ces économies d'impôts futures se réaliseront. Ils sont annulés dès lors que leur réalisation ne devient plus probable.

6.1.3.9. Immobilisations incorporelles

Goodwills

Les goodwills constatés lors des prises de participation dans les filiales, les co-entreprises ou les entreprises associées correspondent à la différence, à la date d'acquisition, entre le coût d'acquisition des titres (y compris frais d'acquisition) et la quote-part des actifs et des passifs acquis évalués à leur juste valeur.

Les goodwills ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an, et dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Après leur comptabilisation initiale, les goodwills sont donc évalués à leur coût diminué du cumul des pertes de valeur éventuelles. Le cas échéant, cette dépréciation est inscrite en marge opérationnelle.

Les acquisitions d'intérêts complémentaires dans des sociétés consolidées sont traitées comme des prises de participation avec constatation de goodwills lorsque le coût d'acquisition des titres (y compris frais d'acquisition) est supérieur à la valeur comptable des intérêts minoritaires acquis. Si une telle transaction génère un goodwill négatif, celui-ci est enregistré immédiatement en résultat.

Frais de recherche et de développement

Les frais de développement engagés par le groupe sont enregistrés dans les charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus. Les frais encourus postérieurement au démarrage de la production en série sont traités comme des coûts de production.

Amortissements

Les logiciels font l'objet d'un amortissement sur une durée de 5 ans.

6.1.3.10. Immobilisations corporelles

Valeur brute des immobilisations

La valeur brute des immobilisations corporelles est égale au coût historique d'acquisition ou de production.

Les frais de conception sont incorporés au coût de production des immobilisations.

Les coûts d'emprunt supportés pendant la période de mise au point des immobilisations sont incorporés dans la valeur des immobilisations.

Les subventions d'investissement reçues sont comptabilisées en produits constatés d'avance et sont repris au résultat suivant la durée d'utilité de l'immobilisation à laquelle elles se rapportent.

Les dépenses ultérieures sur immobilisations sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues, sauf celles engagées pour augmenter la productivité ou pour prolonger la durée de vie d'un bien.

Les biens dont le Groupe dispose par contrat de crédit-bail sont traités comme des immobilisations financées à crédit.

Amortissements

Les amortissements sont calculés linéairement sur les durées d'utilisation estimées suivantes :

Constructions (1)	10 à 40 ans
Matériels industriels (2)	3 à 10 ans
Autres immobilisations	3 à 10 ans

(1) Les constructions font l'objet d'une approche par composant.

(2) Les presses à injecter sont amorties sur 10 ans avec une valeur résiduelle de 25 % au terme de cette période, elles font ensuite l'objet de test de dépréciations.

Les actifs font l'objet d'un amortissement accéléré lorsque la durée d'utilisation devient inférieure à la durée d'utilisation initialement anticipée. Les durées d'utilité sont réexaminées à chaque clôture comptable

6.1.3.11. Pertes de valeur des éléments de l'actif immobilisé

A chaque date de clôture, une revue est faite pour vérifier s'il existe un quelconque indice qu'un actif a pu perdre de la valeur.

Les changements significatifs et défavorables intervenus sur les marchés sur lesquels l'entreprise opère, ou relatifs aux conditions d'utilisation des actifs, constituent les indices essentiels de perte de valeur.

Pour les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie, un test de dépréciation est effectué à chaque clôture annuelle et dès indice de perte de valeur. L'actif est déprécié dès lors que sa valeur comptable excède sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable des actifs est appréciée au niveau de chaque filiale.

La valeur recouvrable est la plus élevée de la valeur d'utilité ou de la juste valeur nette des coûts de cession de l'actif.

La valeur d'utilité est déterminée à partir de la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie estimés provenant de l'utilisation des actifs. Le taux d'actualisation utilisé correspond au coût moyen pondéré du capital déterminé par l'entreprise. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à leur valeur nette comptable, cette perte de valeur est comptabilisée en diminution des actifs concernés et en marge opérationnelle.

6.1.3.12. Actifs non courants ou groupe d'actifs détenus en vue de la vente

Sont considérés comme détenus en vue de la vente, les actifs non courants ou groupes d'actifs qui sont disponibles à la vente (sans requérir de travaux significatifs pour les mettre en état d'être vendus) et dont la vente est hautement probable.

Les actifs non courants ou groupe d'actifs considérés comme détenus en vue de la vente sont évalués et comptabilisés au montant le plus faible entre leur valeur nette comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Par ailleurs, les actifs classés comme détenus en vue de la vente (ou inclus au sein d'un groupe d'actifs détenus en vue de la vente) cessent d'être amortis.

Les actifs non courants détenus en vue de la vente sont classés sur une ligne particulière du bilan lorsque leur montant est significatif.

6.1.3.13. Stocks

Les stocks sont évalués au coût de revient ou à la valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure.

Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou au coût de production. Ce dernier incorpore, sur la base d'un niveau d'activité normal, les charges directes et indirectes de production ainsi qu'une quote-part des frais de structure liés à la fabrication, il ne comprend pas les coûts d'emprunt.

Les stocks de matières premières sont valorisés selon la méthode du coût moyen unitaire pondéré. Il convient de noter qu'au titre des comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2007, les stocks de cette nature étaient valorisés selon le dernier prix d'achat.

L'estimation de l'effet de ce changement de méthode à l'ouverture de l'exercice ne peut être indiquée de façon objective et suffisamment fiable. Il convient de noter qu'à la clôture des comptes 2008, et à méthode constante, l'écart de valorisation entre les deux méthodes demeure non significatif

Lorsque la valeur nette réalisable est inférieure à la comptabilisée, une dépréciation est constatée pour la différence.

6.1.1.14. Cessions de créances

Les créances cédées à des tiers (titrisation, escompte) sont sorties de l'actif du Groupe lorsque l'essentiel des risques et avantages qui leur sont associés sont également transférés à ces tiers.

6.1.3.15. Titres d'autocontrôle

Les actions d'autocontrôle sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition en déduction des capitaux propres du Groupe jusqu'à la date de leur cession.

Lors de leur cession, le prix de cession est comptabilisé directement en augmentation des capitaux propres du Groupe et, dès qu'il est encaissé, en trésorerie, aucun profit ou perte n'étant donc comptabilisé dans le résultat net de l'exercice.

6.1.3.16. Provisions

Engagements de retraite et autres avantages du personnel à long terme

Pour les régimes à cotisations définies, les paiements du Groupe sont constatés en charges de la période à laquelle ils sont liés.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte des écarts actuariels qui sont étalés sur la durée de vie active résiduelle moyenne attendue du personnel participant à ces régimes.

La charge nette de l'exercice, correspondant à la somme du coût des services rendus, du coût lié à la désactualisation diminuée de la rentabilité attendue des actifs du régime, de l'amortissement des écarts actuariels et de l'étalement du coût des services passés, est entièrement constatée en diminution de la marge opérationnelle.

Indemnités de fin de contrat de travail

Le coût des mesures d'adaptation d'effectifs est pris en charge lorsque le Groupe est manifestement engagé à mettre en œuvre le plan, c'est-à-dire lorsque celui-ci a été présenté de manière détaillée et annoncé au personnel concerné.

Mesures de restructuration

Le coût estimé des mesures de restructuration est pris en charge dès que celles-ci ont fait l'objet d'un plan détaillé et d'une annonce ou d'un début d'exécution.

6.1.3.17. Actifs financiers

Le Groupe enregistre un actif financier lorsqu'il devient partie aux dispositions contractuelles de cet instrument.

Les actifs financiers comprennent les valeurs mobilières, les prêts et les instruments dérivés actifs relatifs à des opérations financières.

Ces instruments sont présentés en actifs non courants, exceptés ceux présentant une échéance inférieure à 12 mois à la date de clôture, qui sont classés en actifs courants ou en équivalents de trésorerie suivant le cas.

6.1.3.18. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les fonds en caisse et les dépôts bancaires à vue à l'exclusion des découverts bancaires qui figurent dans les passifs financiers.

Les équivalents de trésorerie sont constitués de placements détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme. Pour qu'une valeur mobilière soit considérée comme un équivalent de trésorerie, elle doit être facilement convertible, en un montant de liquidité connu, et être soumise à un risque négligeable de changement de valeur.

6.1.3.19. Passifs financiers

Le Groupe enregistre un passif financier lorsqu'il devient partie aux dispositions contractuelles de cet instrument.

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres dettes porteuses.

Emprunts et autres dettes porteuses d'intérêts

Lors de leur comptabilisation initiale, les passifs financiers sont mesurés à leur juste valeur nette des coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'émission du passif.

À chaque clôture ces passifs financiers sont ensuite évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les charges financières ainsi calculées prennent en compte les frais d'émission et les primes d'émission ou de remboursement ainsi que l'effet des renégociations de dettes si les conditions de la nouvelle dette ne sont pas substantiellement différentes.

En effet, les renégociations des conditions d'emprunts et opérations assimilées ne sont comptabilisées comme une extinction de l'ancienne dette et la comptabilisation d'une nouvelle dette que si les conditions de l'ancienne et de la nouvelle dette sont substantiellement différentes. Dans ce cas, les coûts supportés à cette occasion sont enregistrés dans les charges financières de l'exercice au cours duquel la négociation intervient.

6.2. Compte de résultat

6.2.1. Chiffre d'affaires

6.2.1.1. Chiffre d'affaires au 30 septembre 2007 au périmètre et méthodes 2008

en milliers d'euros	Plastique	Outillage	Total
Chiffre d'affaires 2007	214 156	9 936	224 092
Changement de périmètre de 2008			-
Chiffre d'affaires 2007 au périmètre et méthodes 2008	214 156	9 936	224 092
Chiffre d'affaires 2008	239 978	13 466	253 444

6.2.1.2. Décomposition du chiffre d'affaires

En milliers d'euros	30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
Ventes de biens	250 612	222 649	194 538
Ventes de services	2 832	1 443	1 335
Chiffre d'affaires	253 444	224 092	195 873

6.2.2. Autres produits et charges d'exploitation

6.2.2.1. Autres produits opérationnels

En milliers d'euros	30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
Production stockée	- 1 270	1 071	2 296
Production immobilisée	490	408	396
Subvention d'exploitation	13	27	35
Reprise sur amort, et prov.	778	951	673
Produits de cession	1 861	1 185	1 410
Produits inhabituels	394	329	709
Autres produits	880	1 521	1 275
Total	3 146	5 492	6 794

6.2.2.2. Marchandises et matières consommées

en milliers d'euros	30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
Matières premières consommées	116 004	118 139	104 452
Achats non stockés - Energie	11 244	9 663	7 990
Total	127 248	127 802	112 442

6.2.2.3. Charges de personnel

en milliers d'euros	30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
Charges de personnel	59 113	53 853	47 208
Effectif moyen	2 910	2 663	2 255

6.2.2.4. Dotations aux amortissements et dépréciation

En milliers d'euros	30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
Dotation aux amortissements	10 541	9 530	9 023
Dépréciation - perte de valeur	1 012	126	145
Provisions sur actifs circulants	246	70	449
Provisions pour risques et charges	2205	260	87
Total	14 004	9 986	9 704

6.2.2.5. Autres charges opérationnelles

En milliers d'euros	30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
Entretien réparation	2 135	2 114	1 879
Assurance	803	774	832
Personnel extérieur	10 957	7 534	9 016
Transports	6 081	4 584	3 442
Honoraires	848	696	787
Déplacements missions	1 669	1 531	1 353
Autres services extérieur	5 231	5 788	2 701
Charges externes	27 724	23 021	20 010
Valeur des actifs cédés	2 420	1 475	2 261
Charges inhabituelles	138	651	347
Autres charges	530	146	637
Autres charges d'exploitation	3 088	2 272	3 245
Impôts et taxes	3 943	4 296	4 053
Total	34 755	29 590	27 308

6.2.2.6. Résultat de cession d'immobilisations incorporelles ou corporelles

Elles concernent essentiellement la vente de presses à injecter.

6.2.2.7. Produits et charges d'exploitation inhabituels

Les produits et charges d'exploitation inhabituels de 2008 concernent principalement des coûts liés à des restructurations et à l'adaptation des effectifs.

6.2.3. Résultat financier

En milliers d'euros	30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
Charges d'intérêts	- 1 574	- 1 609	- 1 091
Produits financiers sur placements	800	714	431
Coût de l'endettement financier net	- 774	- 895	- 660
Résultat sur écarts de conversion rapportés au résultat	- 639	- 129	- 51
Résultat sur opération de change	- 93	625	184
Provision financière	7	20	
Autres charges et produits financiers	- 725	476	133

L'impact de la charge d'intérêt calculée selon la méthode du taux d'intérêt effectif s'élève à 15 milliers d'euros (charge de 108 milliers d'euros en 2007).

6.2.4. Impôts courants et différés

Plastivaloire S.A. ayant opté pour le régime de l'intégration fiscale, celui-ci constitue le régime fiscal de groupe sous lequel Plastivaloire S.A. est imposé en France.

6.2.4.1. Charge d'impôts courants et différés

En milliers d'euros	30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
Charge d'impôt courant	5 943	1 363	375
Charge d'impôt différé	- 1 240	424	- 844
Charge d'impôt sur le résultat	4 703	1 787	- 469

La charge d'impôt courant et différé provient des entités étrangères pour 3846 milliers d'euros en 2008.

6.2.4.2. Rapprochement entre le taux légal en France et le taux d'imposition effectif

En milliers d'euros	30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
Taux d'impôt sur le bénéfice en vigueur en France	33,33%	33,33%	33,33%
Crédit d'impôt	0,00%	-3,79%	-20,72%
Impact des taux différents d'imposition	-7,23%	-10,86%	-17,04%
Autres impacts	-2,65%	3,09%	-3,87%
Taux effectif d'impôt global	23,45%	21,77%	-8,30%

Le taux effectif d'impôt du Groupe s'établit à 23,45 % au 30 septembre 2008, contre 21,77% au 30 septembre 2007, en raison notamment de l'amélioration des résultats en France.

6.2.4.3. Ventilation du solde net des impôts différés

En milliers d'euros	30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
Immobilisations	- 6 518	- 7 351	- 7 354
Provision et autres charges déductibles lors de leur paiement	764	1 454	762
Déficit reportables et crédit d'impôts		526	1 537
Autres	74	- 700	- 44
Solde net des impôts différés actifs et passifs	- 5 680	- 6 071	- 5 099

D'autre part, une de nos filiales polonaises située dans une zone franche, bénéficie d'un crédit d'impôt qu'elle peut utiliser jusqu'en 2016. L'approche qui avait été retenue pour la constatation de ce crédit d'impôt dans les comptes de la société consistait à calculer un résultat prévisionnel sur 3 ans et à comptabiliser l'impôt correspondant. En raison d'une baisse sensible de ces prévisions nous avons du constater une provision 836 milliers d'euros.

6.2.5. Résultat net par action

Le résultat net par action est calculé en divisant la part du résultat net revenant au Groupe (12157 milliers d'euros en 2008 et 5009 milliers d'euros en 2007) par le nombre d'actions adéquat.

Le nombre d'actions retenu pour le résultat net par action est le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, ce dernier prenant en compte la neutralisation des actions d'autocontrôle.

Le groupe ne dispose pas d'instrument dilutif.

Quantité	30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
Actions en circulation	2 765 700	2 765 700	2 765 700
Actions d'autocontrôle	- 227 925	- 27 662	- 26 874
Nombre d'actions retenues pour le résultat	2 537 775	2 738 038	2 738 826

6.3. Actifs et passifs d'exploitation, capitaux propres

6.3.1. Immobilisations incorporelles

6.3.1.1. Immobilisations incorporelles au 30 septembre 2008

En milliers d'euros	Début	Autres mouvements	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Ecart conversion	Fin
Goodwills	5 203					5 203
Concessions, brevets	1 715		139	39	8	1 823
Fonds de commerce	269				7	276
Autres immobilisations incorporelles	1			1		0
Valeurs brutes	7 188	0	139	40	15	7 302
Goodwills	4 957					4 957
Concessions, brevets	1 426		116	39	3	1 506
Fonds de commerce	269				7	276
Autres immobilisations incorporelles	0					0
Amortissements & dépréciations	6 652	0	116	39	10	6 739
Valeurs nettes	536	0	23	1	5	563

Les goodwill sont localisés en France et en Roumanie.

La comptabilisation d'une dépréciation en déduction des goodwills a permis de ramener la valeur comptable des unités génératrice de trésorerie à leur valeur recouvrable. Cette perte a été imputée dans les capitaux propres sur le bilan d'ouverture IFRS.

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles de 2008 concernent essentiellement l'achat de logiciels.

6.3.2. Immobilisations corporelles

6.3.2.1. Immobilisations corporelles au 30 septembre 2008

En milliers d'euros	Début	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres mouvements	Ecart conversion	Fin
Terrains	4 735	143	42		-64	4 772
Constructions	59 784	709	53	1 232	682	62 354
Matériel outillage	100 960	10 639	6 649	306	2 109	107 365
Autres immob. corporelles	7 929	765	352	63	-2	8 403
Immobilisations en cours et Avances	2 868	5 018		-3 086	94	4 894
Valeurs brutes	176 276	17 274	7 096	-1 485	2 819	187 788
Terrains	125	18	48		4	99
Constructions	16 731	2 320	5		217	19 263
Matériel Outillage	57 119	8 372	4 341	-1 442	838	60 546
Autres immob. Corp.	5 791	727	302	-43		6 173
Amortissements	79 766	11 437	4 696	-1 485	1 059	86 081
Valeurs Nettes	96 509	5 837	2 400	0	1 760	101 706

Le montant de la production immobilisée s'élève à 490 milliers d'euros au 30/09/08.

6.3.2.2. Perte de valeur

En milliers d'euros	Dépréciation	Reprise
Matériel Outillage	1 012	178
Autres immob. Corp.	-	-
Total	1 012	178

Le groupe a mis en place le principe de tests de dépréciation sur toutes les presses à injecter dont l'âge est supérieur à 10 ans et certaines machines spécifiques ainsi que les biens destinés à être cédés.

6.3.2.3. Immobilisations faisant l'objet d'un contrat de location financement

En milliers d'euros	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Terrains	1 629		1 629	1 629
Constructions	14 390	3 680	10 710	11 259
Installations tech, mat et outillages ind.	7 334	1 959	5 375	5 529
Autres immobilisations corporelles	559	276	283	237
Total Immobilisations financées en crédit-bail	23 911	5 914	17 997	18 653

6.3.3. Immobilisations financières

En milliers d'euros	30.09.2008		30.09.2007	
	Brut	Dépréciation	Brut	Dépréciation
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	102	-	95	-
Titres mis en équivalence	1 644		1 618	
Total	1 746	-	1 713	-

La mise en équivalence de la société espagnole Injecter SA représente l'essentiel de ces montants

6.3.4. Stocks

En milliers d'euros	30.09.2008	30.09.2007
Matières premières	16 259	15 120
En cours biens	1 038	1 566
Produits finis	6 551	7 280
Marchandises	27	21
TOTAL STOCKS ET EN-COURS	23 875	23 986
Dont valeur brute	24 398	24 332
Dont dépréciation	523	336

La dépréciation des stocks porte pour l'essentiel sur les matières premières.

6.3.5. Créances clients

En milliers d'euros	30.09.2008	30.09.2007
Valeurs Brutes	60 893	57 437
Dépréciation	364	374
Valeurs Nettes	60 529	57 064
<i>Dont à moins d'un an</i>	<i>60 529</i>	<i>57 064</i>

6.3.6. Autres actifs courants

En milliers d'euros	30.09.2008	30.09.2007
Avances et acomptes versés	317	57
Créances sociales	392	154
Créances fiscales	3 358	4 325
Créance liée a l'affacturage	13 178	12 687
Autre créances	0	666
Charges constatées d'avance	1 742	1 156
TOTAL CREANCES	18 987	19 045

(1) Les créances liées à l'affacturage concernent uniquement des filiales françaises

6.3.7. Capitaux propres

6.3.7.1. Capital social

Le nombre total d'actions ordinaires émises et intégralement libérées au 30 septembre 2008 est de 2766 milliers d'actions avec une valeur nominale de 2 euros par action (nombre d'actions et valeur nominale identique au 30 septembre 2007).

Les actions d'autocontrôle ne donnent pas droit à dividende. Elles représentent 8,24 % du capital de Plastivaloire au 30 septembre 2008 (1 % au 30 septembre 2007).

6.3.7.2. Titres d'autocontrôle

En application des dispositions adoptées lors de l'assemblée générale, le conseil d'administration a décidé d'affecter les actions détenues essentiellement à l'animation du titre sur le marché.

En milliers	30.09.2008	30.09.2007
Valeur des titres d'autocontrôle	4 750	598
Nombre de titres d'autocontrôle	228	28

6.3.7.3. Distributions

L'Assemblée générale mixte des actionnaires du 28 mars 2008 a décidé une distribution de dividendes de 0.70 euro par action, soit 1815 milliers d'euros.

6.3.8. Provisions

6.3.8.1. Provisions au 30 septembre 2008

En milliers d'euros	30.09.2008	30.09.2007
Provision pour engagement de retraite	2 977	2 250
Provision pour coût de restructuration et adaptation des effectifs	187	615
Provisions pour litiges	379	95
Autres	388	185
TOTAL AUTRES PROVISIONS	954	895

Chacun des litiges connus dans lesquels Plastivaloire ou des sociétés du Groupe sont impliqués fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

6.3.8.2. Provisions pour engagements de retraite et autres avantages du personnel à long terme

6.3.8.2.1.. Définition des régimes

Les engagements de retraite et autres avantages du personnel à long terme concernent essentiellement des salariés en activité.

Les régimes mis en place pour couvrir ces avantages sont soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

Régimes à cotisations définies

Le Groupe verse, selon les lois et usages de chaque pays, des cotisations assises sur les salaires à des organismes nationaux chargés des régimes de retraite et de prévoyance. Il n'existe aucun passif actuariel à ce titre.

Régimes à prestations définies

Ces régimes donnent lieu à constitution de provisions et concernent essentiellement les indemnités de départ à la retraite.

6.3.8.2.2. . Hypothèses actuarielles

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour les sociétés françaises, pays dans lequel le Groupe a l'essentiel de ses engagements, sont les suivantes :

Age de la retraite	61 à 65 ans
Evolution des salaires	2,00%
Taux d'actualisation financière (1)	1,74%

(1) Le taux utilisé pour valoriser les engagements du Groupe en France est de 3,6 %. Il correspond au taux moyen de rendement des obligations sous déduction de l'inflation hors tabac

6.3.8.2.3.. Variation des provisions au cours de l'exercice

En milliers d'euros	30.09.2008	30.09.2007
Solde début	2 250	2 585
Provisions	1 018	- 138
Reprises utilisées	55	57
Reprises non utilisées	236	140
Solde fin	2 977	2 250
Charge nette de l'exercice	727	- 335

Charge nette de l'exercice

En milliers d'euros	30.09.2008	30.09.2007
Coût des services rendus	520	495
Perte ou gain actuariel	- 36	- 41
Coût financier	534	- 592
Indemnités payées	- 55	- 57
Reprises non utilisées	- 236	- 140
Charge nette de l'exercice	727	- 335

6.3.8.3. Évolution des autres provisions

En milliers d'euros	Provision pour coût de restructuration et adaptation des effectifs	Provisions pour charges et litiges	Total
Début	615	280	895
Dotation aux provisions		643	643
Reprise utilisée	428	137	565
Reprise non utilisée			-
Ecart de conversion et autres mouvements		- 19	- 19
Fin	187	767	954

6.3.9. Autres passifs courants

En milliers d'euros	30.09.2008	30.09.2007
Avances reçues des clients	1 030	938
Dettes sociales et fiscales	16 712	17 039
Fournisseur d'immobilisation	938	1 105
Autres dettes	2 722	698
Produits constatés d'avances	2 154	1 539
Total des autres dettes courantes	23 556	21 320

6.4. Actifs et passifs financiers

6.4.1. Actifs financiers

6.4.1.1. Ventilation des actifs financiers par nature et catégorie

En milliers d'euros	30.09.2008		30.09.2007	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Prêts aux salariés		51		41
Dépôts et cautionnement		51		54
Total	-	102	-	95

6.4.2. Trésorerie et équivalents de trésorerie

En milliers d'euros	30.09.2008	30.09.2007
Equivalents de trésorerie : OPCVM monétaires et autres valeurs mobilières	4 781	2 278
Comptes courants bancaires et disponibilités	20 184	14 987
Total	24 965	17 265

6.4.3. Passifs financiers

6.4.3.1. Ventilation par nature

En milliers d'euros	30.09.2008			30.09.07		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunt auprès des Ets de crédit	16 551	5 852	22 403	11 643	3 956	15 599
Crédit bail	8 102	2 330	10 432	8 889	2 520	11 409
Participation	141	124	265	274	113	387
Autres dettes porteuses d'intérêts	1 306	5 206	6 512	71	7 808	7 879
Passifs financiers	26 100	13 512	39 612	20 877	14 397	35 274

6.4.3.2. Ventilation par échéance

En milliers d'euros	Total	à 1 an	à 2 ans	à 3 ans	à 4 ans	à 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunt auprès des Ets de crédit	22 403	5 852	4 573	4 504	2 707	3 944	823
Crédit bail	10 432	2 330	1 973	4 025	617	513	974
Participation	265	124	29		78	34	
Autres dettes porteuses d'intérêts	6 512	5 206	258	257	260	259	272
Passifs financiers	39 612	13 512	6 833	8 786	3 662	4 750	2 069

6.4.3.3. Ventilation par devise

En milliers d'euros	30.09.2008	30.09.2007
euro	33 900	31 429
Dinard	3 171	2 687
autres	2 541	1 157
Total	39 612	35 274

6.4.3.4. Ventilation par taux

Ventilation taux fixe/taux variable

En milliers d'euros	30.09.2007	30.09.2007
Taux fixe	20 837	15 104
Taux variable	18 775	20 169
Total	39 612	35 274

6.4.4. Gestion des risques financiers

6.4.4.1. Risque de change

Plastivaloire est exposée au risque de change dans le cadre de ses activités industrielles et commerciales. Ces risques sont suivis et centralisés au niveau de la Direction de Plastivaloire.

Plastivaloire a pour politique de ne généralement pas couvrir ses flux d'exploitation en devises.

En revanche, les flux de financement en devises étrangères des filiales, lorsqu'ils sont effectués par Plastivaloire, font l'objet d'une couverture dans les mêmes devises.

Enfin, les investissements en fonds propres ne font pas l'objet de couvertures de change.

6.4.4.2. Risque de taux

Plastivaloire est peu exposé au risque de taux.

6.4.4.3. Risque de liquidité

Le financement du Groupe est assuré par le recours aux marchés de capitaux sous la forme :

- de dettes bancaires ou émissions de créances à court terme,
- de contrats d'affacturage de créances clients.

Dans ce contexte, Plastivaloire dispose à tout moment de ressources financières suffisantes pour assurer la continuité de son activité.

6.4.4.4. Risque matières premières

Plastivaloire est peu exposé au risque matière car dans le cadre de ses accords avec ses clients, les hausses de matières premières (en particulier le plastique) sont systématiquement répercutées.

6.4.5. Juste valeur des instruments financiers

6.4.5.1. Hypothèses et méthodes retenues

Les justes valeurs estimées ont été déterminées en utilisant les informations disponibles sur les marchés et les méthodes d'évaluation appropriées selon les types d'instruments. Toutefois, les méthodes et hypothèses retenues sont par nature théoriques, et une part importante de jugement intervient dans l'interprétation des données du marché.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture de chaque exercice, et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

En règle générale, quand l'instrument financier est coté sur un marché actif et liquide, le dernier cours coté est utilisé pour calculer la valeur de marché. Pour les instruments non cotés, la valeur de marché est déterminée à partir de modèles de valorisation reconnus qui utilisent des paramètres de marché observables. Si Plastivaloire ne dispose pas des outils de valorisation, notamment pour les produits complexes, les valorisations sont obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

Les principales hypothèses et méthodes d'évaluation retenues sont les suivantes :

Actifs financiers

- Valeurs mobilières : les justes valeurs des titres sont déterminées principalement par référence aux prix du marché.

Passifs financiers: la juste valeur a été déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux proposés à Plastivaloire au 30 septembre 2008 et au 30 septembre 2007 pour des emprunts de conditions et échéances similaires. Pour les dettes de financement des ventes, représentées par des titres avec une durée à l'émission inférieure à 90 jours, la valeur au bilan a été reprise comme juste valeur.

6.5. Autres informations

6.5.1. Parties liées

6.5.1.1. Rémunération des dirigeants et administrateurs

Les rémunérations et avantages assimilés alloués au Président du conseil d'administration au titre de l'exercice 2007 2008 se sont élevés à 431885 euros (393471 euros en 2006 2007). Les rémunérations et avantages assimilés comprennent les rémunérations fixes et variables.

6.5.2. Engagements hors bilan et passifs éventuels

Plastivaloire, dans le cadre de ses activités, est amené à prendre un certain nombre d'engagements. Certains engagements font l'objet de provisions (engagements liés aux retraites et autres avantages accordés au personnel, litiges).

Aucun engagement hors bilan n'a été donné ou reçu par le Groupe.

Aucun passif éventuel n'a été recensé.

6.5.2.1. Opérations courantes

Le Groupe s'est engagé pour les montants suivants :

Clause de réserve de propriété

L'entreprise applique la clause de réserve de propriété aux produits qu'elle fabrique. La totalité du poste client est concernée.

Par ailleurs, le montant des matières premières et emballages figurant en stock est soumis à la clause de réserve de propriété pour la totalité.

Les immobilisations non encore réglées sont aussi concernées.

Suretés réelles accordées (en milliers d'euros)

Type	Bien donné en garantie	Montant de la dette
Affectation hypothécaire	Biens immobiliers	462
Nantissement	Matériels	0

6.5.2.2. Opérations non courantes

Plus value en sursis d'imposition

Une opération de fusion réalisée en 2001 entre les sociétés PLASTI FL et C.T.M. a dégagé une plus-value de fusion de 1.486 K€ pour laquelle la société PLASTIQUES DU VAL DE LOIRE a opté pour le régime spécial d'imposition des plus-values visé à l'article 210-A du C.G.I.

Une deuxième opération de fusion réalisée en 2001/2002 entre les sociétés MAMERS INJECTION et DREUX INJECTION a dégagé une plus-value de fusion de 4.775 K€ pour laquelle la société PLASTIQUES DU VAL DE LOIRE a également opté pour le régime spécial visé à l'article 210-A du C.G.I.

6.5.3. Regroupement d'entreprise

Aucun nouveau regroupement n'est intervenu au cours de l'exercice.

6.5.4. Sociétés consolidées

Sociétés consolidées par intégration globale (filiales)

Entité juridique	n° siret	Siège	% intérêt	% contrôle
Mère consolidante				
S.A. Plastiques du Val de Loire (P.V.L.)	644.800.161	Zone Industrielle Nord Les Vallées 37130 Langeais	société mère	
Filiales françaises				
SAS Sablé Injection (S.I.)	351.440.177	ZA du pont 72300 Sablé sur Sarthe	99,99%	99,99%
SAS Cimest (C.I.M.)	315.517.193	ZI Le Plain du Sault 88360 Rupt sur Moselle	99,99%	99,99%
SAS Ouest Injection (O.I.)	411.746.977	ZI du Saosnois 72600 Mamers	98,12%	98,12%
SAS Ere Plastique (E.R.E.)	343.725.630	Zac des Tribouillières 38460 Crémieu	99,97%	99,97%
SAS Creutzwald Injection (C.I.)	424 575 348	ZI Lourdes 57150 Creutzwald	99,99%	99,99%
SAS Amiens Injection (A.I.)	423.982.552	Rue de la croix de pierre 80015 Amiens	99,99%	99,99%
SCI MG	388.363.500	Zac des Tribouillières 38460 Crémieu	99,97%	100,00%
Filiales polonaises				
SP Fabryka Plastikow Kwidzyn (F.P.K.)		Ul. Zielna 13, 82-500 Kwidzyn - Pologne	85,00%	85,00%
SP Fabryka Plastikow Gliwice (F.P.G.)		Ul. Wyczolkowskiego 20A, 44-109 Gliwice - Pologne	85,00%	85,00%
SP Fabryka Plastikow Pomerania (F.P.P.)		Ul. Zielna 13, 82500 Kwidzyn, Pologne	85,00%	85,00%
Filiale roumaine				
SA Elbromplast (ELB)		Str garii n1 Timisoara - Roumanie	99,60%	99,60%
Filiales Espagnoles				
SA Cardonaplast		C/Dels Forn, 4-5 pol ind la corta 08261 Cardona	75,00%	75,00%
Filiale Tunisienne				
Tunisie plastiques systèmes (TPS)		Immeuble Astrée - 1053 les berges du lac - Tunis	59,97%	59,97%
Filiale Hongroise				
Duna Injection Plastic Factory (DPF)		8000 Székesfehérvár, Holland fasor 4	85,00%	85,00%
Filiale Slovaque				
Nitra Plastic Factory (NPF)		ul Nadrazna 1387/65 920 41 Leopoldov	85,00%	85,00%
Filiale Ukrainienne				
Uzhgorod Plastic Factory (UPF)		Uzhgorod, Ukraine	85,00%	85,00%

Sociétés consolidées par mise en équivalence (entreprises associées)

Entité juridique	n° siret	Siège	% intérêt	% contrôle
Filiales Espagnoles				
SA Injecter		Pol. Ind. Els ametller Ctra de manresa 25280 Solsona	25,00%	25,00%

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2008 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société **PLASTIQUES DU VAL DE LOIRE**, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants respectivement exposés dans les notes 6.1.2 et 6.1.3.13 de l'annexe concernant les événements postérieurs à la clôture et le changement de méthode de valorisation des stocks.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

- Comme mentionné dans la première partie du présent rapport, la note 6.1.3.13 de l'annexe décrit le changement de méthode de valorisation des stocks. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptable suivis par votre société, nos travaux ont consisté à nous assurer du bien fondé de ce changement et de la présentation qui en a été faite.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Tours et Paris, le 17 février 2009

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton

**Membre français de Grant Thornton
International**

Muriel Boissinot

Alain Coulon

COMPTES SOCIAUX ET ANNEXE

Bilan

En milliers d'euros

ACTIF	30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
Immobilisations incorporelles	230	130	147
Immobilisations corporelles	10 089	10 840	10 717
Titres de participation	19 252	19 247	21 296
Autres immobilisations financières	36 183	25 985	17 685
ACTIF IMMOBILISE	65 754	56 202	49 845
Stocks et en cours	3 208	3 287	4 211
Créances d'exploitation	25 141	21 534	22 182
Créances diverses	1 445	3 487	3 061
Valeurs mobilières de placement	269	472	205
Disponibilités	8 178	10 955	12 290
ACTIF CIRCULANT	38 241	39 735	41 949
TOTAL ACTIF	103 995	95 937	91 794
PASSIF			
Capital	5 531	5 531	5 531
Primes	17 843	17 843	17 843
Réserves	41 542	42 678	41 015
Résultat	5 758	678	3 309
Provision réglementées	1 588	1 736	1 842
Capitaux propres	72 262	68 466	69 540
Provisions pour risques et charges	2 155	1 246	1 457
Dette financières	13 044	8 676	3 146
Dettes d'exploitation	8 808	10 882	10 852
Dettes diverses	7 726	6 665	6 799
Dettes	29 578	26 224	20 797
TOTAL PASSIF	103 995	95 937	91 794

Compte de résultat

En milliers d'euros	30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
Produits d'exploitation			
Chiffre d'affaires	58 586	57 786	61 024
Autres produits d'exploitation	636	705	729
Total des produits d'exploitation	59 222	58 491	61 753
Charges d'exploitation			
Achats de mat. 1ère	25 096	25 955	30 660
Var. de stocks	85	908	-521
Autres achats et charges externes	7 955	8 195	9 086
Impôts et taxes	1 781	1 982	2 019
Salaires et traitements	15 528	15 032	14 384
Charges sociales	6 109	5 703	5 384
Amortissements et provisions	2 172	1 279	1 336
Autres charges	1	28	100
Total charges d'exploitation	58 727	59 082	62 448
Résultat d'exploitation	495	-591	-695
Résultat financier	5 693	1 188	3 875
Résultat courant avant impôts	6 188	597	3 180
Résultat exceptionnel	191	299	302
Résultat avant IS et Participation	6 379	896	3 482
Impôt sur les sociétés	621	218	173
Résultat net comptable	5 758	678	3 309

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

1. Faits majeurs de l'exercice

Les faits suivants méritent d'être signalés :

1.1. Amiens injection SAS

Le 16 novembre 2007 le tribunal de commerce d'Amiens a décidé la continuation de l'entreprise et l'apurement du passif sur 6 ans.

1.2. Evénement postérieur à la clôture

Le 5 janvier 2009, dans le cadre d'une réunion du Comité Centrale d'Entreprise, il a été annoncé la fermeture de l'établissement de Dreux appartenant à la filiale OUEST INJECTION en raison du désengagement de son principal donneur d'ordres.

Les coûts liés à cette fermeture étant en cours d'évaluation en raison des différentes hypothèses envisagées et des négociations en cours, aucun ajustement suffisamment fiable notamment au titre de compléments de passifs n'a pu être calculé et faire l'objet d'une communication.

1.3. Mouvement de périmètre

Le 21 mai 2008, le groupe a créé en Slovaquie à Leopoldov, la société Nitra Plastic Factory. L'activité de la société qui consiste en un entrepôt logistique avancé a débuté au mois de juin 2008.

2. Principes et méthodes comptables

2.1. Principes généraux

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément à la réglementation française en vigueur.

2.2. Frais de recherche et développement

Les frais de cette nature sont pris en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

2.3. Provision pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont des passifs dont le montant ou l'échéance ne sont pas fixés de façon précise. Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe une obligation à l'égard d'un tiers entraînant une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de ce tiers.

2.4. Résultat courant et exceptionnel

Les produits et charges sont classés selon qu'ils sont liés à l'exploitation normale et courante de l'entreprise, à sa gestion financière, à ses opérations exceptionnelles.

Le résultat exceptionnel est celui dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation normale de l'entreprise, il comprend toutes les opérations présentant ce caractère, qu'il s'agisse d'opérations de gestion ou d'opérations en capital et notamment les opérations sur exercices antérieurs, relatives aux sorties d'actif, subventions d'investissement et événements ayant peu de chances de se reproduire compte tenu de l'environnement de l'entreprise.

3. Informations relatives au bilan

3.1. Bilan actif

3.1.1. Immobilisations incorporelles - mouvements de l'exercice (en milliers d'euros)

Rubrique	Début	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Fin
Concessions, brevets, licences	978	157	40	1 095
Fonds de commerce	27			27
Valeurs brutes	1 005	157	40	1 122
Concessions, brevets	849	56	39	866
Fonds de commerce	27			27
Amortissements	875	56	39	892
Valeurs nettes	130	101	1	230

3.1.2. Immobilisations corporelles – mouvements de l'exercice (en milliers d'euros)

Rubrique	Début	Vir. poste à poste	Acquisitions - Dotations	Cessions	Fin
Terrains	490				490
Constructions	12 709		37	50	12 696
Matériels outillages	13 642	99	392	1 350	12 783
Autres immob. corporelles	1 802	4	185	135	1 856
Immobilisations en cours et Avances	99	-103	16		12
Valeurs brutes	28 742	0	630	1 535	27 837
Terrains	82		11		93
Constructions	5 419		426	5	5 841
Matériels outillages	10 929		574	1 157	10 346
Autres immob. corporelles	1 472		129	133	1 468
Amortissements	17 902	0	1 140	1 295	17 748
Valeurs nettes	10 840	0	-510	241	10 089

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

3.1.3. Immobilisations corporelles - amortissements pour dépréciation

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 40 ans
Agencements constructions et installations générales	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel et outillage	Linéaire & dégressif	2 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire & dégressif	2 à 7 ans
Matériel et mobilier de bureau	Linéaire & dégressif	3 à 10 ans

3.1.4. Immobilisations en crédit-bail (en milliers d'euros)

Le détail des crédits baux en cours s'établit comme suit au 30 septembre 2008 :

Rubrique	Constructions	Installations - Matériels indus.	Autres	Total
Valeur d'origine :				
. Début d'exercice		1 363	386	1 749
. Nouveaux contrats		96	131	227
. Rachats		100	75	175
. Fin d'exercice	0	1359	442	1801
Amortissements :				
. Début d'exercice		253	187	440
. Dotation de l'exercice		128	80	208
. Reprise/ rachats		8	43	51
. Fin d'exercice		373	224	597

3.1.5. Méthodes et évaluations des titres de participation

Ils sont comptabilisés en coût historique à la valeur d'entrée. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'utilité devient inférieure au prix d'acquisition. Celle-ci est déterminée selon les critères financiers les plus appropriés à la situation financière de chaque société. Les critères généralement retenus sont :
La quote-part d'actif net détenue par le groupe, compte tenu des plus ou moins values latentes et des perspectives de rentabilité.

3.1.6. Filiales et participations (en milliers d'euros)

Sociétés Filiales	Capital	Réserves, report AN et prov. régl. avt affectation du RT	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances non encore remboursés	Cautions et avals donnés par la société mère	Chiffres d'affaires HT. Dernier exercice écoulé	Dividendes
				Brute	Nette				
Sablé Injection	600	4 323	100	2 126	2 126	438	218	12 132	
Ouest Injection	425	2 639	98	5 308	5 308	1 575	576	18 369	
Cimest	360	2 070	100	1 218	1 218	313	101	11 070	
Ere Plastique	704	1 609	100	8 019	4 618	157	86	6 576	
Creutzwald Injection	160	936	100	153	153	4 098	212	12 554	
Amiens Injection	1 646	-2 952	100	1 599	0	3 255	627	11 754	
Cardonplast	1 633	773	75	1 225	1 225	1 004	212	23 624	
Injecter	240	6 231	25	650	650	-	0		
Filiales hors zone euro	(1)	(1)						(2)	
F.P.G.	587	2 245	85	413	413	11 807	476	16 382	
Elbromplast	744	2 553	100	1 806	1 806	4 035	363	14 507	
F.P.K.	734	6 238	85	658	658		517	10 928	479
F.P.P.	293	14 471	85	219	219		885	44 824	4 331
T.P.S.	833	-172	60	631	631	728	102	10 430	
D.P.F.	258	11	85	223	223	4 017	242	26 156	
N.P.F.	5	0	85	4	4			2 648	
Total				24 252	19 252	31 427	4 617		4 810

(1) Conversion au cours de change de clôture

(2) Conversion au cours moyen de change

En conformité avec le paragraphe 11 de l'article 24 du décret 83.1020 du 29 novembre 1983, il a été estimé que la divulgation de certaines informations pourrait causer un préjudice à la société. Des informations complémentaires sont données au niveau consolidé par zone géographique.

En application des règles d'évaluation des titres de participation rappelée au 3.1.5, les provisions pour dépréciation des titres s'établissent comme suit :

Société	Début	Dotations	Reprises	Fin
ERE PLASTIQUE	3 401			3 401
AMIENS INJECTION	1 599			1 599
Total	5 000	0	0	5 000

3.1.7. Autres immobilisations financières

Au 30 septembre 2008 la société possède 227925 de ses propres actions représentant en coût historique 4750 milliers d'euros. Elles ont été comptabilisées dans la rubrique « titres immobilisés » conformément à l'avis du comité d'urgence du CNC 98-D.

Rubrique	Début	Augmentation	Diminution	Fin
Actions propres - valeur brutes	598	4 152		4 750
Provision pour dépréciation	-20		-13	-7
Actions propres nettes	578	4 152	-13	4 743
Créances rattachées à des participations	25 394	6 033		31 427
Autres	13			13
Valeur nette	25 985	10 185	-13	36 183

3.1.8. Informations concernant les entreprises liées et les participations (en milliers d'euros)

Rubrique	Montant concernant les Entreprises	
	Liées	avec lesquelles la société à un lien de participation
Participations (net)	18 602	650
Prêts	31 427	
Créances clients et comptes rattachés	9 428	
Autres créances		
Fournisseurs et comptes rattachés	795	
Autres dettes		
Dividendes	4 810	0
Autres produits financiers	948	

3.1.9. Stocks - Détails (en milliers d'euros)

Rubriques	30.09.2008			30.09.2007		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Matières premières et emballages	2 328	167	2 161	2 413	99	2 314
Produits en cours	167		167	221		221
Produits finis	901	21	880	758	6	752
Marchandises			-			-
Total	3 396	188	3 208	3 392	105	3 287

3.1.10 Stocks de matières premières et approvisionnements

Les stocks de matières premières sont valorisés selon la méthode du coût moyen unitaire pondéré (hors charges financières).

Il convient de noter qu'au titre des comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2007, les stocks de cette nature étaient valorisés selon le dernier prix d'achat.

L'estimation de l'effet de ce changement de méthode à l'ouverture de l'exercice ne peut être indiquée de façon objective et suffisamment fiable. Il convient de noter qu'à la clôture des comptes 2008, et à méthode constante, l'écart de valorisation entre les deux méthodes demeure non significatif

Une provision pour dépréciation est constatée en cas de risque de non-utilisation.

3.1.11. Stocks de produits intermédiaires et finis

Ces produits sont évalués selon des coûts de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production incorporables.

Une provision pour dépréciation est constituée en cas de risque de non vente ou de rotation lente.

3.1.12. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.1.13. Classement des créances (en milliers d'euros)

Rubriques	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans	30.09.2008	30.09.2007
Créances rattachées à des participations		36 183		36 183	25 394
Autres immobilisations financières		4756		4 756	591
Créances financières	0	36 183	0	40 939	25 985
Créances clients brutes	25 258			25 258	21 651
Provisions pour créances douteuses	-117			-117	-117
Créances clients nettes	25 141	0	0	25 141	21 534
Créances sur l'Etat	363			363	1 838
Autres créances	479			479	1 102
Comptes de régularisation	603			603	547
Autres créances	1 445	0	0	1 445	3 487

3.1.14. Produits à recevoir (en milliers d'euros)

Les produits à recevoir comptabilisés à la clôture de l'exercice se répartissent ainsi :

Rubrique	30.09.2008	30.09.2007
Intérêts courus sur créances rattachées	736	690
Factures à établir	4 194	1 616
Avoirs à recevoir	219	345

3.1.15. Disponibilités – Risques de marché

Les disponibilités comprennent des placements à court terme pour 269 milliers d'euros. La société n'est pas exposée aux risques du marché de manière significative dans la mesure où les valeurs mobilières de placement figurant à l'actif sont des SICAV de trésorerie pour lesquelles la valeur de marché est proche de la valeur nette comptable.

3.2. Bilan Passif

3.2.1. Capital

Le capital est composé de 2 765 700 actions de 2 €uros de valeur nominale. La société est cotée à l'Euronext de Paris (France) sur le marché Eurolist compartiment C et 34,45 % des actions sont souscrites par le public.

3.2.2. Provisions réglementées

Rubrique	Position initiale	Dotation	Reprise (prov. Utilisée)	Position finale
Amortissements dérogatoires	1 736	316	464	1 588
Autres	0	0		0
Total	1 736	316	464	1 588

3.2.3. Provisions pour risques et charges

Rubrique	Position initiale	Chang. de méthode	Dotation (1)	Reprise (prov. Utilisée) (1)	Position finale
Indemnité départ en retraite (2)	1 246		521		1 767
Provision pour perte de change			16		16
Provision pour autres risques	0		372		372
Total	1 246	0	909	0	2 155

(1) Ventilation par catégorie

Rubrique	Dotation	Reprise
Résultat d'exploitation	893	
Résultat financier	16	
Résultat exceptionnel	0	
Total	909	0

(2) La méthode adoptée repose sur la méthode des unités de crédits projetés. Les taux suivants ont été retenus :
Progression des salaires : 2%
Taux d'actualisation : taux moyen de rendement des obligations diminué de l'inflation soit 1,74%
Age de départ : 61 ans pour le personnel non cadre et 65 ans pour le personnel cadre.

3.2.4. Accroissements et allègements de la dette future d'impôts (en milliers d'euros)

Les impôts différés se décomposent comme suit :

Rubrique	Position initiale	Variation	Position finale
Indemnité départ en retraite	415	173	588
C.S.S. (Organic)	24	-1	23
Cession interne d'immobilisations	-78	-145	-223
Dégrèvement Taxe Professionnelle	-15	-9	-24
Autres	4	-4	0
Total	350	14	364

Les taux retenus sont ceux en vigueur à la clôture de l'exercice et qui s'appliqueront au moment où la différence temporaire se résorbera.

Cette créance d'impôt est comptabilisée dans les comptes sociaux à l'actif du bilan.

3.2.5. Dettes - classement par échéance (en milliers d'euros)

Rubrique	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans	Total au 30.09.2008	Total au 30.09.2007
- Emprunts Etab. Crédit	2 882	9 788	0	12 670	6 579
- Dettes financières diverses	245	85		330	2 046
- Concours bancaires	0			0	28
- Intérêts courus	44			44	23
Total	3 171	9 873	0	13 044	8 676

Toutes les autres dettes sont à moins d'un an.

3.2.6. Autres créditeurs et dettes diverses (en milliers d'euros)

Rubriques	30.09.2008	30.09.2007
Dettes fournisseurs	8 808	10 882
Dettes fiscales et sociales	6 966	6 168
Autres dettes	760	497
Comptes de régularisation	0	0
Autres dettes	7 726	6 665

3.2.7. Charges à payer - Détail (en milliers d'euros)

Les charges à payer à la clôture de l'exercice se répartissent ainsi :

Rubriques	30.09.2008	30.09.2007
Intérêts courus	51	18
Factures à recevoir	896	1 927
Dettes sociales	2 730	2 578
Dettes fiscales	598	518
Clients avoirs à établir	522	276

4. Informations relatives au compte de résultat

4.1. Ventilation du chiffre d'affaires (en milliers d'euros)

Rubrique	France	Export	30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
Ventes de produits finis	29 611	4 737	34 348	39 885	47 491
Ventes de moules et outillages (1)	10 328	4 280	14 608	9 674	7 718
Ventes de prestations (2)	3 721	5 909	9 630	8 227	5 815
Total	43 660	14 926	58 586	57 786	61 024

(1) La prise en compte de la marge est faite à l'avancement.

(2) Les prestations administratives ont été constatées en chiffre d'affaires

4.2. Autres produits d'exploitation

Rubrique	30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
- Production stockée	88	-26	-31
- Production Immobilisée	206	161	226
- Reprise de provision et transfert	165	217	0
- Autres produits & transferts de charges	177	353	534
Total	636	705	729

4.3. Détail des charges externes (en milliers d'euros)

Rubriques	30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
ACHATS NON STOCKES	2273	1969	2005
SERVICES EXTERIEURS	1 718	1 662	1 596
Sous traitance	372	358	349
Redevance de crédit-bail	423	349	302
Locations et Charges locatives	76	69	97
Entretien et réparations	553	600	549
Primes d'assurances	252	254	276
Divers	42	32	23
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	3 964	4 564	5 485
Personnel extérieur	1340	2076	2845
Intermédiaires et honoraires	219	222	427
Publicité	215	211	245
Transport	636	518	544
Déplacement, missions & réceptions	1019	930	908
Frais postaux & télécommunications	417	418	381
Services bancaires	90	85	75
Divers	28	104	60
TOTAL	7 955	8 195	9 086

4.4. Dotations aux amortissements et provisions (en milliers d'euros)

Rubrique	30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
- Dotation aux amortissements	1 197	1 279	1 236
- Provisions sur actifs circulants	82	-	55
- Provisions pour risques et charges	893	-	45
Total	2 172	1 279	1 336

4.5. Détail du résultat financier (en milliers d'euros)

Le résultat financier résulte des opérations suivantes :

Rubrique	30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
Produits financiers sur placements	1 353	1 224	1 007
Dividendes reçus de filiales	4 810	2 406	2 979
Rembt, sur retour à meilleure fortune	0	0	108
Résultat sur opération de change	13	-1	39
Dotations moins reprises de provisions	4	-2 087	-208
Charges d'intérêts	-487	-354	-50
Total	5 693	1 188	3 875

4.6. Résultat exceptionnel (en milliers d'euros)

Le résultat exceptionnel résulte des opérations suivantes :

Rubrique	30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
- Opérations de gestion	56	47	-260
- Résultat sur cession d'immobilisations	-13	146	106
- Amortissement dérogatoire	148	106	151
- Dotations moins reprises sur provisions	0	0	305
Total	191	299	302

4.7. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices (en milliers d'euros)

Rubriques	Résultat courant	Résultat exceptionnel et participation	Total
Résultat avant impôts	6246	133	6379
Impôts	-740	-42	-782
Impôts différés	23	-9	14
Intégration fiscale	147		147
Crédit d'impôt et autres impôts			0
Résultat net	5676	82	5758

Méthode employée : Les corrections fiscales ont été reclassées selon leur nature en résultat courant et résultat exceptionnel.

4.8. Régime fiscal des groupes de sociétés

En France, Plastiques du Val de Loire a opté en faveur du régime de l'intégration fiscale à compter du 1^{er} octobre 2002. Le groupe intégré comprend la société mère et l'ensemble de ses filiales françaises. Dans le cadre de cette option, l'impôt au compte de résultat s'analyse comme suit :

Rubriques	30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
Impôts comptabilisés hors intégration fiscale	-768	183	-267
Impact de l'intégration fiscale	147	35	94
Impôts comptabilisés	-621	218	-173

Plastiques du Val de Loire restitue aux filiales l'impôt correspondant à l'utilisation des déficits fiscaux de celles-ci.

5. Engagements

5.1. Engagements donnés (en milliers d'euros)

5.1.1. Avals et cautions :

La société s'est portée caution pour ses filiales (montant des en-cours) :

SOCIETES	CREANCIERS	ENCOURS AU 30/09/2008
TPS	Fournisseurs	102
ERP	Fournisseurs	363
FPK	Fournisseurs	517
FPP	Fournisseurs	885
Amiens Injection	Fournisseurs	627
Cardonaplast	Fournisseurs	212
Sablé Injection	Fournisseurs	218
Ouest Injection	Etablissements financiers	299
	Fournisseurs	277
		576
FPG	Fournisseurs	476
		476
Creutzwald Injection	Fournisseurs	212
Ere Plastique	Fournisseurs	86
Cimest	Fournisseurs	101
Dunainjection	Fournisseurs	242
Total		4 617

5.1.2. Sûretés réelles accordées (en milliers d'euros)

Type	Bien donné en garantie	Montant de la dette
Affectation hypothécaire	Biens immobiliers	0
Nantissement	Matériels	0

5.1.3. Engagements de crédit-bail (en milliers d'euros) :

Rubriques	Matériels industriels	Autres immobilisations	Total
Redevances payées	332	110	442
Redevances restant à payer	655	187	842
à un an	238	80	318
de un à cinq ans	417	107	524
à plus de cinq ans			0
Valeurs résiduelles restant à payer	15	4	19
à un an	4	2	6
de un à cinq ans	11	2	13
à plus de cinq ans			0
Montant pris en charge dans l'exercice	317	106	423

5.1.4. Clause de réserve de propriété :

L'entreprise applique la clause de réserve de propriété aux produits qu'elle fabrique, le poste client est concerné pour 25.258 milliers d'euros.

Par ailleurs, le montant des matières premières et emballages figurant en stock est soumis à la clause de réserve de propriété pour 2.328 milliers d'euros.

En contrepartie, les dettes sur immobilisations concernées par cette clause s'élèvent à 167 milliers d'euros.

5.1.5. Plus value en sursis d'imposition :

Une opération de fusion réalisée en 2001 entre les sociétés PLASTI FL et C.T.M. a dégagé une plus-value de fusion de 1.486 K€ pour laquelle la société PLASTIQUES DU VAL DE LOIRE a opté pour le régime spécial d'imposition des plus-values visé à l'article 210-A du C.G.I.

Une deuxième opération de fusion réalisée en 2001/2002 entre les sociétés MAMERS INJECTION et DREUX INJECTION a dégagé une plus-value de fusion de 4.775 K€ pour laquelle la société PLASTIQUES DU VAL DE LOIRE a également opté pour le régime spécial visé à l'article 210-A du C.G.I.

5.1.6. Droits acquis par les salariés au titre du DIF (droit individuel à la formation) :

Le nombre d'heures acquises au titre du DIF s'élève au 30 septembre 2008 à 40879 heures.

6. Informations diverses

6.1. Avances et crédits alloués aux dirigeants

Aucun crédit ni avance n'a été alloué aux dirigeants de la société conformément à l'article L.225-43 du code de commerce.

6.2. Rémunérations des dirigeants

Les rémunérations et avantages assimilés alloués au Président du conseil d'administration au titre de l'exercice 2007 2008 se sont élevés à 431885 euros (393471 euros en 2006 2007). Les rémunérations et avantages assimilés comprennent les rémunérations fixes et variables.

6.3. Ventilation de l'effectif moyen

Personnels	30.09.2008	30.09.2007	30.09.2006
Cadres	95	91	86
Agents maîtrise et techniciens	93	96	99
Employés	55	52	53
Ouvriers	262	284	289
Total	505	523	527

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES SOCIAUX

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2008 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société **PLASTIQUES DU VAL DE LOIRE**, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants respectivement exposés dans les notes 1.2 et 3.1.10 de l'annexe concernant les événements postérieurs à la clôture et le changement de méthode de valorisation des stocks.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme mentionné dans la première partie du présent rapport, la note 3.1.10 de l'annexe décrit le changement de méthode de valorisation des stocks. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptable suivis par votre société, nos travaux ont consisté à nous assurer du bien fondé de ce changement et la présentation qui en a été faite.

La note 3.1.5 de l'annexe décrit les méthodes d'évaluation des titres de participation. Nous avons analysé pour chaque filiale, lorsque cela était nécessaire, les estimations retenues et avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de celle-ci.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Tours et Paris, le 17 février 2009

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton

International

Alain Coulon

Muriel Boissinot

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Chers actionnaires,

La loi fait obligation au Président du Conseil d'Administration des sociétés anonymes faisant appel public à l'épargne de rendre compte, dans un rapport joint à celui du Conseil :

- De la composition, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil, des éventuelles limitations apportées aux pouvoirs du Directeur Général, des références faites à un code de gouvernement d'entreprise et des modalités particulières relatives à la participation des actionnaires à l'Assemblée Générale ;
- Des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la société.

Le présent rapport a été soumis à l'approbation du Conseil d'Administration le 8 décembre 2008 et transmis aux commissaires aux comptes.

1 - LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

Il est rappelé en préambule que la société a fonctionné jusqu'au 28 mars 2008 sous forme de Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance, date à laquelle il a été mis fin aux fonctions de ces deux organes par la mise en place d'un Conseil d'Administration dirigé par un président à qui la direction générale de l'entreprise a également été confiée.

La société n'a pas adhéré à un quelconque code de place, notamment le code de gouvernement d'entreprise AFP-MEDEF, même si un certain nombre des principes posés par ce dernier sont respectés, au-delà des obligations légales auxquelles, bien entendu, la société se conforme.

La composition du capital social et l'organisation interne de l'entreprise sont à l'origine d'un tel choix.

Le Conseil d'Administration remplit les fonctions du comité d'audit. Conformément à l'article L 823-20 du code de commerce, la société est ainsi exemptée de l'obligation de constituer un comité spécialisé. Une telle institution n'apporterait rien de significatif à notre société notamment en matière de suivi de l'élaboration de l'information financière ou de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques.

1. Le Conseil d'Administration et les comités

1.1. Le Conseil d'Administration

1.1.1. La composition du Conseil

Le Conseil est composé de sept membres.

Monsieur Patrick FINDELING Président Directeur Général n'exerce par ailleurs aucune d'autre activité professionnelle significative.

Nom, prénom des membres du conseil d'administration	Nombre d'actions détenues dans le capital		
	P.P.	N.P.	Usufruit
Patrick FINDELING, Président Directeur Général	1.126.669	-	18.000
Marie France FINDELING, Administrateur	27.677	-	-
Vanessa FINDELING, Administrateur	48.415	6.000	-
Viviane FINDELING, Administrateur	47.500	-	-
John FINDELING, Administrateur	48.415	6.000	-
Christian CHOLLET, Administrateur	120	-	-
Claude BELINGUIER, Administrateur	20	-	-

Parmi les membres du Conseil, deux d'entre eux : Messieurs Christian CHOLLET et Claude BELINGUIER, sont considérés comme indépendants au regard des critères prescrits par le Code AFEP MEDEF.

En outre, d'une façon générale, à la connaissance de la société, au jour de l'établissement du présent rapport, il n'existe aucun conflit d'intérêt entre les devoirs de chacun des membres du Conseil vis à vis de la société et leurs intérêts privés ou autres devoirs.

Il est rappelé pour mémoire que le Directoire et le Conseil de Surveillance en fonction du premier jour de l'exercice au 28 mars 2008 étaient respectivement composés comme suit :

- Directoire :
Monsieur Patrick FINDELING : Président du Directoire
Madame Marie-France FINDELING : Membre du Directoire
- Conseil de Surveillance :
Monsieur Charles FINDELING : Président du Conseil de Surveillance
Madame Gisèle FINDELING : Vice-présidente du Conseil de Surveillance
Madame Viviane FINDELING : Membre du Conseil de Surveillance
Monsieur Christian CHOLLET : Membre du Conseil de Surveillance

1.1.2. Le cumul des mandats

- Monsieur Patrick FINDELING :

AMIENS INJECTION - Président
SABLE INJECTION - Président
OUEST INJECTION - Président
CIMEST - Président
ERE PLASTIQUE - Président
CREUTZWALD INJECTION - Président
ELBROMPLAST – Président
DUNA INJECTION PLASTIC FACTORY – Président du Conseil de Surveillance
CARDONAPLAST : Président

TUNISIE PLASTIQUES SYSTEMES : Président
FABELCRIS – Administrateur
BANQUE POPULAIRE DU VAL DE FRANCE – Administrateur
S.C.I. M.G. : Gérant
S.C.I. J.E.V. : Co-gérant
GROUPEMENT FORESTIER DE LA BASSE FORET - Gérant

- **Mademoiselle Vanessa FINDELING :**
Néant

- **Madame Marie-France FINDELING :**
FABELCRIS : Administrateur
S.C.I. J.E.V. : Co-gérant

- **Monsieur John FINDELING**
Néant

- **Madame Viviane FINDELING :**
Néant

- **Monsieur Christian CHOLLET :**
FABELCRIS – Président du conseil d’administration
ACI – Gérant

- **Monsieur Claude BELINGUIER**
Néant

Monsieur Charles FINDELING et Madame Gisèle FINDELING, mandataires sociaux en poste jusqu’au 28 mars 2008 ne s’étaient vus confier aucun mandat dans une autre société.

1.1.3. Les conditions de préparation des travaux du Conseil

Pour permettre aux membres du Conseil de préparer utilement les réunions, le Président s’efforce de leurs communiquer toutes informations ou documents nécessaires préalablement.

C’est ainsi que le projet des comptes annuels a été transmis aux administrateurs six jours avant la réunion du conseil appelée à les arrêter.

Chaque fois qu’un membre du Conseil en a fait la demande, le président lui a communiqué dans la mesure du possible, les informations et documents complémentaires qu’il désirait recevoir.

Jusqu’au 28 mars 2008, ces règles étaient également respectées dans le cadre du fonctionnement du Conseil de Surveillance.

1.1.4. La tenue des réunions du Conseil

Les convocations ont été faites par écrit ou par tout autre moyen huit jours au moins à l’avance.

Les réunions se sont tenues au siège social.

Le Conseil désigné le 28 mars 2008, s’est réuni neuf fois depuis cette date.

Sur cette période aucun défaut répété d'assiduité des membres aux réunions du Conseil, n'a été constaté.

Les commissaires aux comptes ont été convoqués à la réunion du Conseil d'Administration qui arrête les comptes annuels, les comptes semestriels et les documents de gestion prévisionnels.

1.1.5. Le règlement intérieur du Conseil

Le Conseil d'Administration n'a adopté aucun règlement intérieur.

Il en était de même au sein du Conseil de Surveillance.

1.1.6. Sujets débattus lors des réunions du conseil et bilan d'activité

Date de réunion du conseil d'administration	Thèmes abordés
28 mars 2008	Première réunion du Conseil d'administration nommant le Président et lui confiant la direction générale
1 ^{er} avril 2008	Caution à consentir au profit de la société ATTAX
8 avril 2008	révision de la rémunération de Patrick Findeling, Président Directeur Général
15 avril 2008	Caution à consentir au profit de la société SNETOR DISTRIBUTION
15 mai 2008	Révision de la rémunération de Patrick Findeling, Président Directeur Général, et de John et Vanessa Findeling, administrateurs, ès-qualité de salariés
26 mai 2008	Caution à consentir au profit de la société KNAUF INDUSTRIES NORD SAS Examen et arrêté des comptes semestriels
20 juin 2008	Attribution de primes
30 juin 2008	Caution à consentir au profit de la société LANXESS DEUTSCHLAND GmbH
5 septembre 2008	Caution à consentir au profit de la société Dow Europe GmbH
9 septembre 2008	Caution à consentir au profit de la société EUROFACTOR (DUNA INJECTION PLASTIQUE FACTORY)
9 septembre 2008	Caution à consentir au profit de la société EUROFACTOR (ELBROMPLAST)
22 septembre 2008	Révision de la rémunération de certains Administrateurs au titre de leur contrat de travail

Pour la période courant du 1^{er} octobre 2007 au 28 mars 2008, le Conseil de Surveillance a débattu des thèmes suivants :

Date de réunion du conseil de surveillance	Thèmes abordés
22 octobre 2007	Examen des informations relatives à l'activité du 4 ^{ème} trimestre de l'exercice 2006/2007
1 ^{er} janvier 2008	Caution à consentir au profit de la société BASELL SALES & MARKETING
3 janvier 2008	Examen des comptes sociaux et consolidés au 30 septembre 2007
14 janvier 2008	Examen des informations relatives au titre du 1 ^{er} trimestre de l'exercice 2007/2008

2. Organisation et fonctionnement des comités spécialisés

Le Conseil d'Administration n'a constitué aucun comité.

Il en était de même au sein du Conseil de Surveillance.

3. Limitation des pouvoirs du Directeur Général

Aucune limitation spécifique n'a été apportée par le Conseil d'Administration aux pouvoirs du directeur général.

4. Principes et règles de détermination des rémunérations des mandataires sociaux

4.1 Rémunération des membres du Conseil.

Les Administrateurs ne reçoivent aucun jeton de présence.

4.2 Rémunération des mandataires

Le Conseil arrête la politique de rémunération du Président Directeur Général sur proposition de l'un ou l'autre des Administrateurs.

Il se réfère également au Code de Gouvernement d'entreprise des sociétés cotées AFEP-MEDEF de décembre 2008.

Cette politique porte de façon exhaustive sur les rémunérations fixes, variables et exceptionnelles auxquelles s'ajoutent les avantages de toute nature consentis par la société.

La part variable de la rémunération du Président Directeur Général est restreinte.

Elle est déterminée non seulement en fonction du travail effectué, des résultats obtenus, de la responsabilité assumée mais encore au regard des pratiques observées dans les entreprises comparables et des rémunérations des autres dirigeants de l'entreprise.

4.2.1. Stock options et attribution gratuite d'actions

Aucun de ces procédés n'a été mis en œuvre dans l'entreprise.

4.2.2. Indemnités, avantages et rémunérations accordés aux mandataires à raison de la cessation ou du changement de leurs fonctions

Aucun système de cette nature n'a été mis en œuvre.

5. Participation des actionnaires à l'Assemblée Générale

Les modalités de participation des actionnaires aux assemblées générales figurent à l'article 15 des statuts.

II - Procédures de contrôle interne

La société PLASTIQUES DU VAL DE LOIRE est société mère d'un groupe comprenant 15 filiales dont 6 sont situées en France et 9 à l'étranger.

Ce rapport présente donc l'organisation du système de contrôle interne mis en place dans le groupe.

1. Objectifs de la société et du groupe en matière de procédures de contrôle interne.

Les procédures de contrôle interne en vigueur dans le groupe PLASTIVALOIRE ont pour objectif :

- D'une part, de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables, et par les valeurs, normes et règles internes à l'entreprise,
- D'autre part, de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion, communiquées aux organes sociaux de la société reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société.

L'un des objectifs du système de contrôle interne est de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptable et financier. Comme tout système de contrôle, il ne peut fournir la garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés, mais permet de donner une assurance raisonnable que les risques sont maîtrisés.

Dans cet état d'esprit, les objectifs sont de s'assurer :

- du respect des orientations données par les organes sociaux,
- du respect des lois et règlements,
- de la qualité de l'information financière et comptable,
- de la prévention et de la maîtrise des risques concernant l'activité,
- de la sauvegarde et de la protection des actifs.

2. Organisation du contrôle interne.

Afin de favoriser le développement de l'entreprise, et dans un contexte s'y prêtant, PLASTIVALOIRE a adopté une organisation centralisée. Cette organisation est complétée par des principes et des règles de fonctionnement qui s'appliquent partout dans le Groupe. Des délégations de pouvoirs sont consenties aux responsables des filiales pour la plupart des opérations courantes.

L'organisation générale du contrôle interne est cependant différente entre les filiales françaises et les filiales étrangères qui, pour des raisons d'éloignement, disposent d'une capacité d'autonomie supérieure.

Filiales françaises.

Le contrôle interne repose, pour les filiales françaises, sur une centralisation des services administratifs au siège social.

Administration générale :

L'implication de la Direction Générale est importante dans toutes les prises de décisions concernant non seulement la stratégie de l'entreprise mais également celles ayant trait à la gestion de toutes les sociétés françaises du groupe : investissement, financement, contacts commerciaux avec les clients et les fournisseurs, règlement des factures des fournisseurs...

Direction administrative et financière :

Elle comprend deux services :

Service comptable :

Placé sous la responsabilité de la Direction Administrative et Financière, le service comptable est centralisé au siège social. Son principal objectif est la tenue de la comptabilité de la société mère et de chacune des filiales françaises.

Le service comptable est en outre chargé de la facturation, du suivi des comptes clients, de la préparation du paiement des fournisseurs, du suivi de la trésorerie et de l'établissement d'un compte de résultat mensuel et des comptes annuels de chacune des sociétés françaises du groupe.

Service paie :

Également placé sous la responsabilité de la Direction administrative et financière, il gère la paie de l'ensemble du personnel des sociétés françaises.

Service ressources humaines :

Centralisé au siège, il a en charge toutes les tâches relatives au recrutement, procédures d'embauche et ruptures des contrats de travail (démissions et licenciements). Il s'occupe également de la formation et du suivi de la représentation des salaires (délégués du personnel, comité d'entreprise).

Service informatique :

Basé au siège social, il a en charge la définition de la politique informatique du groupe et la mise en œuvre des moyens dans chacune des sociétés qui le composent. Il développe des logiciels spécifiques.

Service achats :

Basé au siège social, il est chargé de centraliser essentiellement les achats de matières premières pour toutes les sociétés françaises du groupe.

Service contrôle de gestion :

Basé au siège social, il a pour objectif le suivi des prix de revient et de la comptabilité analytique de chacune des filiales.

Service logistique :

Les procédures du service logistique sont identiques pour tous les sites. Toutefois, ces sites sont autonomes pour gérer leur propre logistique.

Service qualité :

Basé au siège social, il est chargé de définir la politique qualité générale du groupe, de mettre en œuvre et d'appliquer les procédures qualité sur chacun des sites, ainsi que toutes les certifications.

Chaque site est doté d'une antenne qualité chargée de veiller à la bonne application du système qualité, à l'amélioration continue, et à la satisfaction des clients.

Services administratifs des filiales :

Le service administratif de chaque filiale française est très réduit et comprend essentiellement un directeur de site, un responsable qualité, un responsable logistique. Ces personnes étant épaulées par un personnel administratif en charge de secrétariat et de l'interface avec les services centralisés du contrôle de gestion et des achats.

Filiales étrangères :

Elles sont plus autonomes en matière d'organisation et de contrôle interne.

Toutefois, elles bénéficient, pour la plupart, de la présence permanente d'expatriés français dont la mission est de veiller au bon fonctionnement des procédures ; chacune de ces personnes intervenant dans son domaine de compétence.

Par ailleurs, des membres de la Direction Générale se rendent sur place régulièrement.

Ces filiales établissent mensuellement des comptes de résultat.

Toutes les décisions importantes et notamment en matière d'investissements sont prises par la Direction Générale.

Enfin, pour satisfaire aux normes exigées par les différentes certifications obtenues par le Groupe ou imposées par ses clients, PLASTIVALOIRE est tenu de mettre en place des procédures rigoureuses tant au niveau de la qualité qu'en matière administrative et comptable.

Le fonctionnement satisfaisant de l'organisation sus-décrite et des procédures mises en place, permettent de considérer vraisemblablement que :

- la production de l'information financière et comptable s'effectue de manière satisfaisante
- la protection des actifs est adaptée à la taille des centres de production et aux niveaux de risques identifiés
- le suivi des opérations traitées dans chaque unité est maîtrisé.

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2007/2008

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Langeais, le 9 janvier 2009

Patrick Findeling,
Président du Conseil d'Administration et Directeur Général

REMUNERATIONS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Audit	Monsieur ALAIN COULON				GRANT THORNTON			
	Montant en K€		%		Montant en K€		%	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	108	109	80	97	55	56	100	100
Mission accessoires	26	3,6	20	3				
Sous-total	134	112,6		100	55	56	100	100
Autres prestations, le cas échéant juridique, fiscal, social								
Technologie de l'information								
Audit interne								
Autres								
Sous-total								
TOTAL	134	112,6	100	100	55	56	100	100